



Communautés francophones hors Québec

Analyse de la situation et des ressources disponibles

**Analyse réalisée en collaboration par Le Conference Board du Canada (CBdC) et
l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML)**

2007

**Auteurs : Maxim Armstrong (CBdC), Éric Forgues (ICRML), Mario Lefebvre (CBdC) et
Anne Robineau (ICRML)**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	4
LES PROGRES RECENTS.....	4
<i>Services aux entreprises.....</i>	4
Les Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC)/Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC).....	6
Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE).....	6
Sites Web de services aux entreprises.....	7
Des défis qui persistent.....	7
BUT DE L'ÉTUDE.....	8
SITUATION ÉCONOMIQUE GLOBALE	9
REVENUS MOYENS.....	9
<i>Composition des revenus</i>	9
TRAVAILLEURS ET CHÔMEURS	10
ÂGE.....	11
SCOLARITÉ	12
<i>Population de 20-64 ans</i>	12
Analyse économétrique.....	12
<i>Population de 20-34 ans</i>	13
MIGRATION	15
BILINGUISME.....	17
<i>Revenu et utilisation du français au travail</i>	17
ATLANTIQUE	19
REVENUS MOYENS.....	19
TRAVAILLEURS ET CHÔMEURS	20
ÂGE.....	21
SCOLARITÉ	22
<i>Population de 20-64 ans</i>	22
<i>Population de 20-34 ans</i>	22
POPULATION ET MIGRATION	24
STRUCTURE INDUSTRIELLE.....	26
BILINGUISME.....	27
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.....	28
<i>Les défis de la démographie.....</i>	28
<i>Main-d'œuvre.....</i>	28
<i>Défis des services aux entreprises</i>	29
<i>Planification.....</i>	30
<i>Réseaux économiques</i>	31
<i>Sources de capitaux</i>	32
<i>Centres de formation.....</i>	33
<i>Potentiel de développement économique</i>	33
CENTRE (ONTARIO).....	34
REVENUS MOYENS.....	34
TRAVAILLEURS ET CHÔMEURS	35
ÂGE.....	36
SCOLARITÉ	37
<i>Population de 20-64 ans</i>	37
<i>Population de 20-34 ans</i>	38
POPULATION ET MIGRATION	39
STRUCTURE INDUSTRIELLE.....	41
BILINGUISME.....	42
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.....	43

<i>Démographie</i>	43
<i>Main-d'œuvre</i>	43
<i>Services aux entreprises</i>	44
<i>Planification</i>	44
<i>Défis des réseaux économiques</i>	45
<i>Réseaux économiques</i>	45
<i>Sources de capitaux</i>	46
<i>Centres de formation</i>	46
<i>Potentiel de développement économique</i>	46
OUEST	48
REVENUS MOYENS.....	48
TRAVAILLEURS ET CHÔMEURS	49
ÂGE	50
SCOLARITÉ	51
<i>Population de 20-64 ans</i>	51
<i>Population de 20-34 ans</i>	51
POPULATION ET MIGRATION	53
STRUCTURE INDUSTRIELLE.....	55
BILINGUISME.....	56
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.....	57
<i>Main-d'œuvre</i>	57
<i>Démographie</i>	57
<i>Services aux entreprises</i>	57
<i>Planification</i>	58
<i>Défis des réseaux d'affaires</i>	58
<i>Sources de capitaux</i>	59
<i>Centres de formation</i>	59
<i>Potentiel de développement économique</i>	59
TERRITOIRES	61
RESULTATS DE L'ENQUETE.....	61
<i>Main-d'œuvre</i>	61
<i>Démographie</i>	61
<i>Services aux entreprises</i>	61
<i>Planification</i>	62
<i>Réseaux d'affaires</i>	62
<i>Réseaux économiques</i>	62
<i>Sources de capitaux</i>	63
<i>Centres de formation</i>	63
<i>Potentiel de développement économique</i>	63
COMMENTAIRES	64
RÉFÉRENCES	66
ANNEXES	75
LISTE DES COMTES ETUDIÉS PAR BLOC REGIONAL ET PROVINCE	75
RECENSION DES RESEAUX ECONOMIQUES DES BLOCS REGIONAUX ET DES PROVINCES	76
RECENSION DES SOURCES DE CAPITAUX ET DES SERVICES DE SOUTIEN TECHNIQUE A L'INTENTION DES	
ENTREPRISES FRANCOPHONES	84
<i>ATLANTIQUE</i>	84
<i>CENTRE</i>	88
<i>OUEST</i>	91
<i>TERRITOIRES</i>	93
TABLEAU DES RESSOURCES EN FORMATION, PAR BLOC REGIONAL	94
LÉGENDE DES ACRONYMES UTILISÉS DANS LES GRAPHIQUES	95

Introduction

Les progrès récents

Les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) ont parcouru beaucoup de chemin depuis une trentaine d'année dans le domaine du développement économique. En 1981, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) produisait un rapport dans lequel elle constatait qu'un « espace économique » restait à inventer. La FCFA et les partenaires qui avaient participé à la réflexion comprenaient que le développement économique ne reposait pas seulement sur des facteurs économiques, mais également sur des facteurs sociaux, tels que la concertation et les réseaux d'affaires. Ces facteurs sont conditionnels à assurer une meilleure prise en charge par les CFSM de leur développement économique. Or, c'est justement ce qui semblait manquer alors.

L'absence de concertation caractérise souvent l'action économique de nos communautés. Les chambres de commerce, les associations d'hommes d'affaires, les regroupements de citoyens à vocation économique, les recherches individuelles, toutes ces activités se déroulent souvent en vase clos. Un tel fonctionnement ne peut qu'empêcher les participants de partager une vue d'ensemble de la situation économique de leur milieu (FFHQ, 1981, p. 97).

Depuis, des efforts ont été faits en ce sens et nous pouvons maintenant affirmer que les CFSM ont développé un tel espace économique.

Les initiatives communautaires et gouvernementales ont permis de

- créer des réseaux et des associations économiques;
- créer des services aux entreprises ou futurs entrepreneurs;
- développer la recherche pour une meilleure connaissance des enjeux socio-économiques des CFSM;
- faire des exercices de planification de développement économique.

Services aux entreprises

A priori, lorsqu'on regarde l'ensemble des réseaux d'affaires francophones existant au Canada, on constate une grande dynamique reposant à la fois sur des initiatives locales et communautaires appuyées par les différents paliers de gouvernement (municipal, provincial et fédéral) ainsi que sur des programmes pancanadiens ou régionaux (Entreprise Canada; RDÉE, FedNor, DEO, etc.). Pour comprendre quels sont les principaux ressorts de cette dynamique, nous proposons d'en faire une brève analyse par bloc régional et par province.

L'analyse des services de soutien technique au démarrage d'entreprises et de projets nous renseignera sur les moyens donnés aux entrepreneurs francophones afin qu'ils mènent à bien leurs affaires. Nous examinerons quelles sont les stratégies de planification envisagées par les régions et leurs réseaux d'affaires pour améliorer le développement économique local et quels sont les défis qui se présentent au sein des réseaux économiques. Par la suite, nous identifierons les principales sources de capitaux à la disposition des entrepreneurs francophones ainsi que les principaux centres offrant des formations à l'entrepreneuriat en français. En dernier lieu, nous présenterons rapidement les secteurs qui offrent un potentiel de développement économique dans les régions.

Il est à noter que plusieurs services aux entreprises accessibles en anglais peuvent bénéficier aux entrepreneurs francophones. Ce ne sont pas ces services qui nous concernent dans ce document. Par ailleurs, notons que les services du gouvernement fédéral aux entreprises sont en principe accessibles dans les deux langues officielles. Par exemple, le Centre de services aux entreprises du Canada doit rendre ces services dans les deux langues officielles. Cependant, en Alberta, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan, les services dans les deux langues ne sont pas de qualité égale¹.

En ce qui concerne les Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC)/Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), le Commissariat aux langues officielles constatait en mai 2005 que les services offerts dans les deux langues officielles étaient insuffisants chez ces organismes². Dans ce même rapport, le Commissariat constatait que, dans l'Ouest, les CBDC n'étaient pas désignées pour offrir leurs services dans les deux langues. Cependant, DEO a mis en place les Organisations francophones à vocation économique pour appuyer le développement économique francophone. Le Commissariat mentionnait également que les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) n'étaient pas consultées lors des exercices de planification au sujet du développement économique, ce qui ne permet guère d'intégrer les besoins économiques des CLOSM dans la planification.

Cela dit, les programmes fédéraux et les organismes à vocation économique fédéraux permettent d'offrir plusieurs services aux communautés francophones en situation minoritaire.

- la formation,
- des services d'aide aux entreprises et de développement économique communautaire,
- l'accès au financement,
- de l'information,

¹ Secrétariat du Conseil du trésor, *Vérification sur le service au public dans les deux langues officielles - centres de services aux entreprises du Canada (CSEC)* - numéro 29, Ottawa, 2000, [www.ocol-clo.gc.ca/archives/sst_es/2005/industry_industrie/faits_highlights_f.htm] (consulté le 23 janvier 2006).

² Commissariat aux langues officielles, *Faits Saillants, Vérification des Sociétés d'aide au développement des collectivités et des Corporations au bénéfice du développement communautaire*, Ottawa, 2005, [www.ocol-clo.gc.ca/archives/sst_es/2005/industry_industrie/faits_highlights_f.htm] (consulté le 23 janvier 2006).

- des conseils en marketing,
- des occasions de réseautage,
- de l'encadrement.

Les Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC)/Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC)

Les CBDC se caractérisent par le fait qu'elles ont développé des liens avec les communautés qu'elles desservent, même si elles peuvent intégrer davantage les membres des CLOSM. Il y a là un potentiel pour mieux arrimer les initiatives de développement et de soutien avec les besoins des CLOSM. Voici les services offerts par les CBDC :

- Le financement des entreprises,
- La consultation et conseils aux entrepreneurs,
- La formation aux entrepreneurs,
- L'appui dans les démarches de financement (recommandation et faire le lien).

Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE)

Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) constitue la première initiative fédérale importante pour appuyer le développement des CFSM. Le RDÉE privilégie quatre axes d'intervention : le tourisme, l'économie du savoir, la jeunesse et le développement rural. Ses moyens d'intervention reposent surtout sur

- le développement de réseaux économiques francophones,
- les partenariats,
- l'aide à la planification et à des études de faisabilité.

Il y a un RDÉE dans chaque province et territoire. En général, ils sont gérés par les organisations régionales de développement économique telles que le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse, la Société de développement de la Baie acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard et le Conseil économique du Nouveau-Brunswick. Le RDÉE de Terre-Neuve-et-Labrador représente le « volet économique » de la Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (fondée en 1973).

Les RDÉE des provinces ont pour mission de se mettre à la disposition des personnes, des entreprises et des organismes locaux en proposant une variété de services pour stimuler le développement économique et la création d'emplois dans chacune des régions. Cela se traduit concrètement par la recherche de partenariats en vue d'obtenir du financement ou des services pouvant améliorer l'économie régionale. C'est facilité par le fait qu'à chaque conseil d'administration des RDÉE provinciaux siègent généralement des représentants d'autres organismes économiques de la région et de divers secteurs d'activité. Les RDÉE font des efforts pour favoriser la conception de stratégies générales de développement et de diversification de l'économie locale. Les RDÉE sont donc des outils de développement et de réflexion qui complètent ceux offerts par les différents

organismes économiques des provinces, concernant notamment le réseautage entre les gens d'affaires.

Sites Web de services aux entreprises

Le site *Francommunautés virtuelles* vise à favoriser le développement de l'économie du savoir des CFMS en leur permettant de développer des réseaux Internet et Web, des contenus et des applications sur Internet en langue française et en les encourageant à utiliser les technologies de l'information et des communications (TIC) afin de réduire le fossé numérique au Canada. Plus de 140 projets ont été appuyés depuis 1998. Le site web *communaction.ca* a été conçu pour les communautés de langue officielle afin de présenter les services qu'offre le gouvernement fédéral pour appuyer le développement économique local. Le site web *entreprisescanada.ca* offre des informations pour aider les entrepreneurs. Le site Web *Strategis.ca* utilise les moyens d'Internet pour offrir de l'information aux entreprises, de même que des outils pour les aider dans la réalisation de certaines analyses économiques.

Des défis qui persistent

Malgré la présence de ces ressources pour les entrepreneurs francophones, une étude récente de Vienneau (1999) mentionne la présence d'enjeux importants pour les communautés francophones :

- Les disparités entre les économies rurales et urbaines;
- La dépendance des régions rurales envers les ressources naturelles;
- L'accès aux capitaux pour les très petites entreprises (TPE);
- L'absence de vision économique claire et commune aux acteurs et le partage du discours économique;
- Une faible culture entrepreneuriale;
- L'absence de réseaux d'affaires dans plusieurs provinces;

La même étude relève aussi quelques opportunités pour les CFMS :

- L'émergence d'une culture entrepreneuriale et la reconnaissance du secteur économique comme priorité;
- L'émergence et la consolidation d'un réseau économique (RDÉE);
- Les stratégies concertées privilégiant certains domaines d'intérêt économique (tourisme, TIC);
- L'adaptation de la main-d'œuvre, la formation adaptée aux besoins des entrepreneurs et de l'économie.

But de l'étude

Le but de la présente étude est d'établir les distinctions entre les communautés francophones et anglophones à partir des données du recensement de 2001 et des résultats d'une série de consultations menées auprès d'entreprises et d'organismes communautaires concernant la situation des CFSM³.

Nous établirons d'abord les caractéristiques touchant la population telles que les revenus, l'âge, l'éducation, la migration et le bilinguisme. Nous ferons l'exercice pour l'ensemble des divisions choisies pour ensuite segmenter par bloc régional afin de dégager les différences régionales. L'analyse régionale décrira également la structure industrielle et professionnelle des divers blocs régionaux, les ressources disponibles pour assurer le développement économique, de même que les défis qui se posent pour ces communautés en matière économique et le potentiel sur lequel elles peuvent compter pour assurer leur développement.

Après avoir analysé les données quantitatives des profils des divisions de recensement, nous effectuerons l'analyse des données qualitatives afin de mieux comprendre les ressources qui existent pour les entreprises francophones de même que les défis et le potentiel des régions à l'étude du point de vue de la main-d'œuvre, de la démographie, des services offerts aux entreprises, des réseaux économiques et de la planification socio-économique faite dans les communautés. Cette analyse vise à permettre aux intervenants de cerner les lieux où des efforts doivent être faits et où des ressources doivent être allouées. Elle vise également à montrer le chemin parcouru et le chemin qui reste à parcourir pour créer un espace économique francophone en milieu minoritaire.

³ Une partie des données qui ont servi à la présente analyse sont accessibles sur le site web du RDÉE à l'adresse www.rdee.ca (voir les profils économiques).

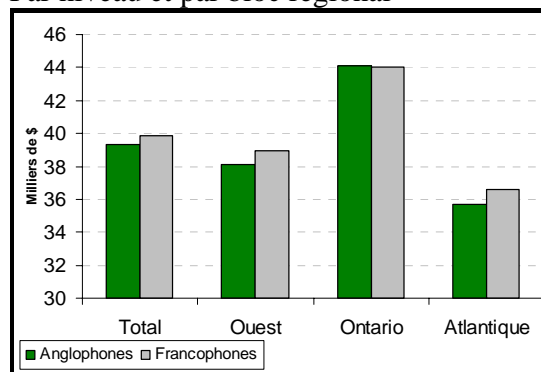
Situation économique globale

L'étude regroupe 57 divisions de recensement comportant une communauté francophone. Au total, ces 57 divisions représentent 13,9 millions de personnes, dont 12,7 millions sont des anglophones et 870 000 des francophones. La population francophone totale du Canada en excluant le Québec est d'environ 1,04 million d'habitants. Ainsi, l'étude couvre 84 p. 100 des francophones du Canada résidant à l'extérieur du Québec et 60 p. 100 de la population anglophone hors Québec.

Revenus moyens

Dans l'ensemble des divisions géographiques sélectionnées, le revenu moyen des francophones est plus élevé que celui des anglophones. S'établissant à 39 500 \$, le revenu moyen des francophones surpasse de 700 \$ le revenu moyen des anglophones lorsque l'on compare les 57 divisions retenues. Bien que cette relation soit clairement présente dans l'Ouest et dans l'Atlantique, elle ne s'applique pas en Ontario.

Graphique 1 Comparaison des revenus moyens
Par niveau et par bloc régional

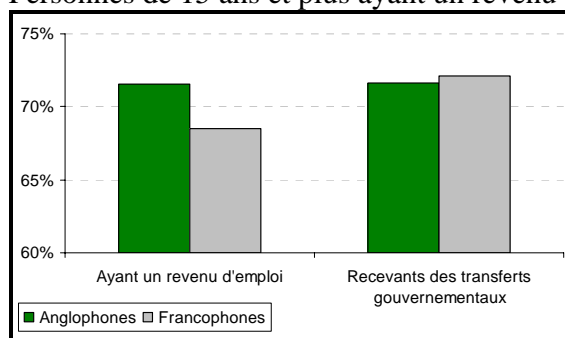


Composition des revenus

La composition des revenus⁴ est légèrement différente pour chacun des groupes. Comme le montre le graphique 2, la proportion de francophones ayant un revenu d'emploi est de 68,5 p. 100 alors qu'elle est de 71,5 p. 100 chez les anglophones. La proportion d'anglophones recevant un transfert du gouvernement est inférieure d'un demi-point de pourcentage seulement.

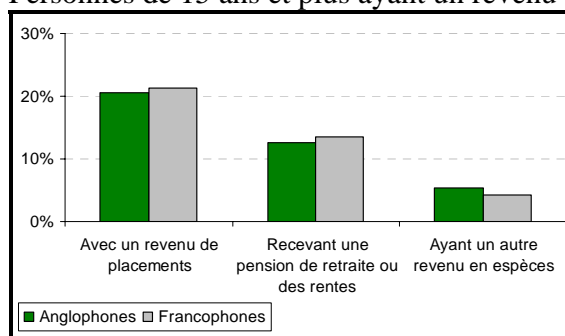
⁴ *Mise en garde* : Ces données ne nous informent pas sur le pourcentage du revenu total provenant de l'une ou l'autre des sources de revenu. Elles nous indiquent seulement le nombre de personnes qui ont ce type de revenu. Ainsi, une personne dont le revenu est strictement composé de transferts gouvernementaux ne sera comptabilisée que dans une catégorie. Par contre, une personne qui ne touche ne serait-ce qu'un dollar en transfert du gouvernement en plus de son revenu d'emploi sera comptabilisée dans deux catégories.

Graphique 2 Deux principales sources de revenu, moyenne des 57 divisions
Personnes de 15 ans et plus ayant un revenu



Le graphique 3 montre la proportion de personnes ayant d'autres sources de revenu, soit des revenus de placements; des revenus de pensions de retraite et de rentes; et d'autres revenus en espèces. Ces autres sources de revenu sont réparties pratiquement également entre les francophones et les anglophones et ne peuvent donc pas expliquer l'écart de revenu entre les deux groupes.

Graphique 3 Autres sources de revenu, moyenne des 57 divisions
Personnes de 15 ans et plus ayant un revenu



Travailleurs et chômeurs

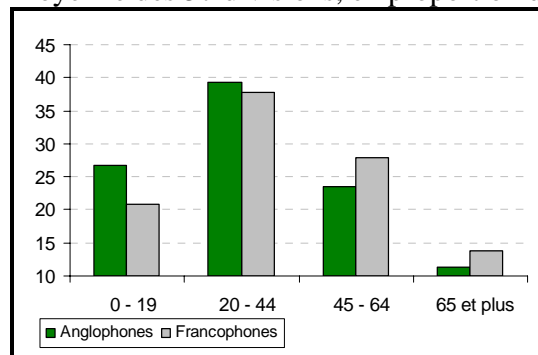
Le taux d'emploi moyen des 57 divisions s'établit à 83 p. 100 pour les anglophones et à 85 p. 100 pour les francophones. Le taux de chômage pour sa part est à 8,6 p. 100 et à 7,6 p. 100 en moyenne chez les anglophones et les francophones respectivement.

Âge

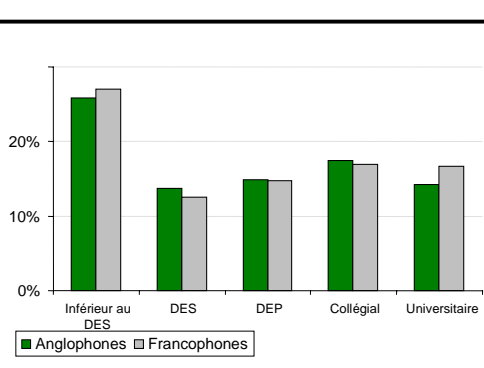
Dans les régions étudiées, la population francophone est plus vieille que la population anglophone. En effet, 27 p. 100 des anglophones sont âgés de 19 ans et moins comparativement à 21 p. 100 des francophones. De plus, 28 p. 100 des francophones ont entre 45 et 64 ans et 14 p. 100 ont 65 ans et plus comparativement à 23 et 11 p. 100 respectivement chez les anglophones. Un léger écart de 1,5 p. 100 sépare la proportion de la population anglophone et de la population francophone âgée entre 20 et 44 ans. Si on calcule le ratio des 65 ans et plus sur les 19 ans et moins, nous avons des ratios de 0,41 pour les anglophones et de 0,67 pour les francophones. Cela montre que le vieillissement de la population touche davantage les francophones pour les régions à l'étude.

Graphique 4 Population par tranche d'âge

Moyenne des 57 divisions, en proportion de la population totale



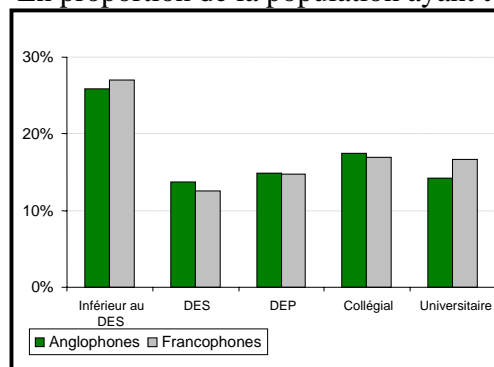
Ce facteur peut contribuer à expliquer le revenu plus élevé des francophones en supposant que les travailleurs plus âgés ont atteint leur salaire maximum et que la population de 0-19 ans a peu de revenus.



Population de 20-64 ans

Les revenus sont évidemment influencés par le niveau d'éducation atteint. Le graphique 5 montre que 17 p. 100 des francophones ont un diplôme universitaire, contre 14 p. 100 des anglophones. En revanche, à 27 p. 100, la proportion de francophones n'ayant pas de diplôme secondaire est légèrement plus élevée que celle des anglophones à 26 p. 100.

Graphique 5 Taux de scolarité, plus haut niveau atteint, moyenne des 57 divisions
En proportion de la population ayant terminé ses études



Analyse économétrique

Le tableau 1 donne le salaire moyen qu'aurait une région si tous les habitants avaient le même niveau d'éducation. Ces résultats ont été simulés à partir de la régression du revenu moyen par l'indice de scolarité. Fait intéressant, le revenu moyen d'un francophone est plus élevé à la base mais le revenu des anglophones augmente plus rapidement avec l'éducation que celui des francophones.

Tableau 1 Revenus en fonction de l'éducation (20-64)
Simulation à partir des résultats de la régression

	Inférieur au DES	DES	DEP	Collégial	Universitaire
Francophones	14 969	31 331	48 264	65 578	83 181
Anglophones	11 476	30 130	52 994	79 108	107 939

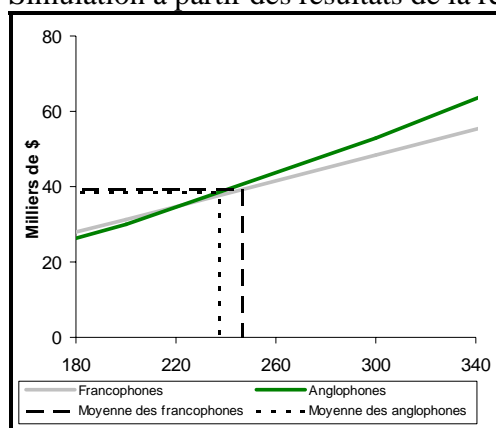
En effet, le revenu moyen d'une région dont tous les habitants francophones ne détiendraient pas de DES serait de 15 000 \$ alors qu'il est estimé à 11 500 \$ pour les anglophones. L'écart entre les deux revenus tourne à l'avantage des anglophones dès le niveau du DEP et augmente à mesure que le niveau d'éducation s'élève. Cet écart est de plus de 24 000 \$ au niveau universitaire.

Nous savons pertinemment qu'aucune région n'a un taux de diplômes universitaires de 100 p. 100 et que, si tel était le cas, le nombre de diplômés universitaires excéderait les

besoins de la communauté, ce qui réduirait le salaire moyen suggéré par le résultat. Il faut donc considérer ces chiffres à titre indicatif seulement et non comme un reflet de la réalité.

Le graphique 6 exploite les résultats de l'estimation pour effectuer une simulation à l'aide de valeurs plausibles, c'est-à-dire les véritables taux de scolarité. Le revenu estimé obtenu avec l'indice de scolarité observé dans l'ensemble des communautés étudiées est de 39 200 \$ pour les francophones et de 38 300 \$ pour les anglophones.

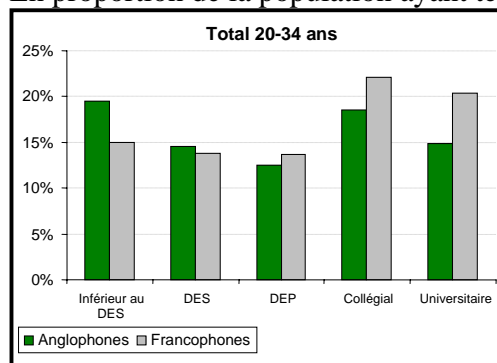
Graphique 6 Revenus en fonction de l'indice de scolarité
Simulation à partir des résultats de la régression



Population de 20-34 ans

Le portrait est différent pour la population plus jeune. En effet, les francophones âgés entre 20 et 34 ans sont en général plus scolarisés que les anglophones du même groupe d'âge. Comme le montre le graphique 7, la proportion d'anglophones ne détenant pas de diplôme d'étude secondaire (DES) et la proportion d'anglophones dont le niveau d'étude le plus haut est le DES sont plus élevées que chez les francophones. De même, la proportion de francophones de 20-34 ans ayant des diplômes professionnels (DEP), collégiaux ou universitaires est plus élevée que chez les anglophones.

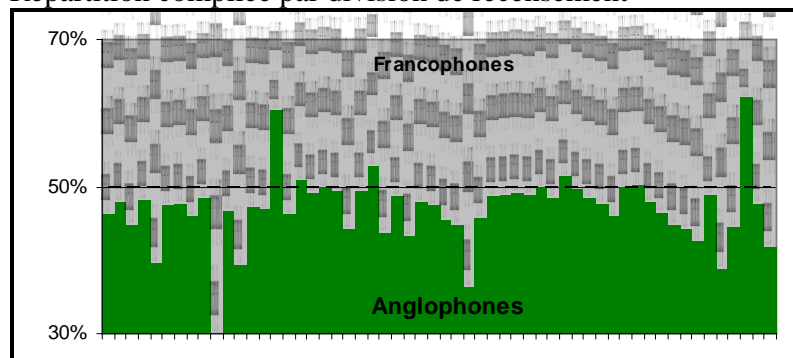
Graphique 7 Taux de scolarité, plus haut niveau atteint, moyenne des 57 divisions
En proportion de la population ayant terminé ses études



Le graphique 8 compare les indices de scolarité⁵ des divisions de recensement afin de montrer la généralisation, dans les divisions observées, du phénomène de scolarisation plus poussée chez les francophones âgés entre 20 et 34 ans.

L'indice de scolarité est plus élevé chez les anglophones que chez les francophones dans seulement cinq des 57 divisions. Les deux divisions se démarquant le plus parmi ces cinq sont la région du St-Laurent au Manitoba et celle de Port-au-Port à Terre-Neuve-et-Labrador, deux régions où la population francophone est très peu nombreuse, soit 2,5 p. 100 de la population totale (555 francophones sur 22 300 habitants) pour la première et 2,6 p. 100 (575 francophones sur 22 000 habitants) pour la seconde.

Graphique 8 Indices de scolarité, population de 20-34 ans
Répartition compilée par division de recensement



Interprétation de ce graphique : Indice de scolarité des anglophones en proportion de la somme des deux indices. Lorsque le résultat est inférieur à 50 p. 100, l'indice de scolarité des anglophones est inférieur à celui des francophones et inversement lorsqu'il est supérieur à 50 p. 100.

⁵ L'indice de scolarité est une pondération des niveaux d'éducation dans chacune des régions.

Migration

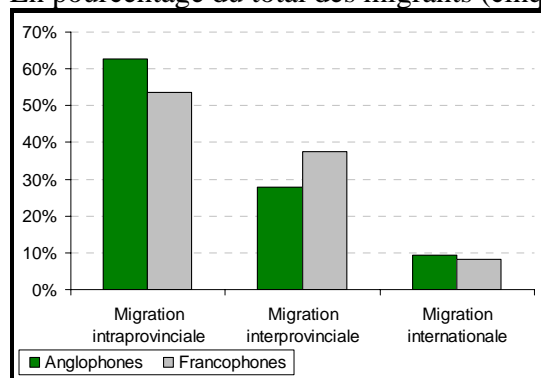
Entre 1996 et 2001, la croissance moyenne de la population a été de 0,5 p. 100, comparativement à 3,5 p. 100 entre 1991 et 1996. En 2001, 16 p. 100 de la population anglophone totale avait émigré dans les cinq années précédentes contre 21 p. 100 de la population francophone totale, parmi les 57 régions observées.

La migration intraprovinciale est la plus importante pour chacun des groupes. En moyenne, 63 p. 100 de la migration des anglophones est intraprovinciale comparativement à 54 p. 100 chez les francophones. En effet, la migration interprovinciale est beaucoup plus importante parmi la population francophone alors que 38 p. 100 des migrants francophones viennent d'une autre province comparativement à 28 p. 100 chez les anglophones.

La migration internationale représente un peu moins de 10 p. 100 dans chacun des cas.

Graphique 9 Provenance des migrants

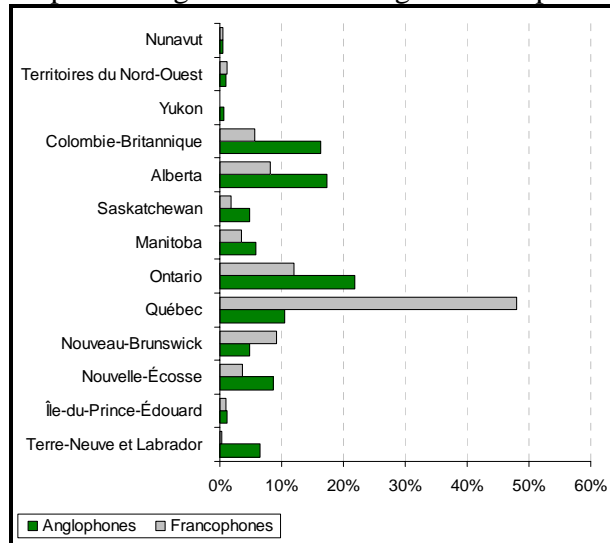
En pourcentage du total des migrants (cinq années précédentes)



Le graphique 10 montre la provenance des migrants interprovinciaux. On constate qu'en moyenne, près de 50 p. 100 des migrants francophones sont originaires du Québec. La seconde province d'origine des migrants francophones est l'Ontario avec seulement 12 p. 100. La provenance des migrants anglophones est moins concentrée que celles des francophones alors que 23 p. 100 viennent de l'Ontario, 17 p. 100 de l'Alberta et 16 p. 100 de la Colombie-Britannique.

Graphique 10 Provenance des migrants interprovinciaux (cinq années précédentes)

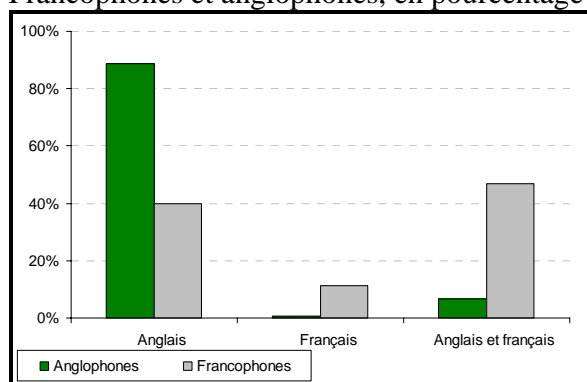
En pourcentage du total des migrants interprovinciaux



Bilinguisme

Il y a une prédominance de l'anglais dans les milieux de travail. De plus, les francophones utilisent significativement plus l'anglais que les anglophones n'utilisent le français. En effet, près de 90 p. 100 des anglophones utilisent seulement l'anglais au travail, 0,6 p. 100 n'utilise que le français et 6,5 p. 100 utilisent les deux langues. En comparaison, 40 p. 100 des francophones travaillent uniquement en anglais, 11 p. 100 uniquement en français et 45 p. 100 utilisent les deux langues.

Graphique 11 Langue le plus souvent utilisée au travail
Francophones et anglophones, en pourcentage

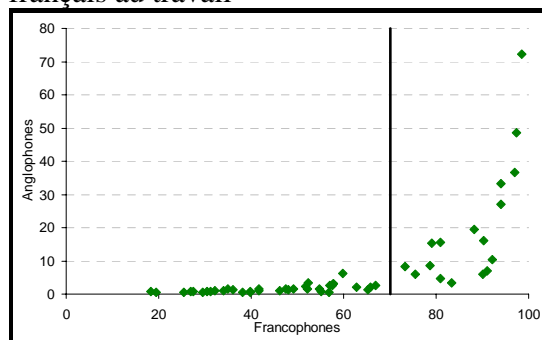


Revenu et utilisation du français au travail

Le graphique 12 montre que la faible utilisation du français par les anglophones est généralisée dans la plupart des régions. On remarque également que, dans les régions où moins de 70 p. 100 des francophones parlent français au travail, la moyenne des anglophones utilisant le français au travail est de 1,6 p. 100 et varie de 0 à 6 p. 100. Dans les régions où plus de 70 p. 100 des francophones utilisent le français au travail, l'utilisation du français par les anglophones est plus répandue et varie de 3 à 72 p. 100.

Graphique 12 Utilisation du français au travail

Pourcentage des francophones et des anglophones qui utilisent le français au travail

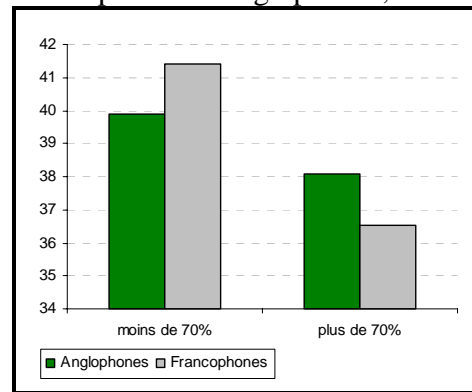


Le graphique 13 montre que, dans les régions où plus de 70 p. 100 des francophones utilisent le français au travail, le revenu moyen des anglophones est en moyenne supérieur de 1 500 \$ à celui des francophones. À l'inverse, dans les régions où moins de 70 p. 100 des francophones utilisent le français au travail, le revenu moyen des francophones est supérieur de 1 500 \$ à celui des anglophones.

Cette relation pourrait refléter une certaine rareté du bilinguisme. C'est-à-dire que dans les régions dominées par les francophones, les anglophones reçoivent la prime au bilinguisme alors que dans les régions dominées par les anglophones, ce sont les francophones qui reçoivent cette prime.

Graphique 13 Revenus moyens en fonction de l'utilisation du français au travail par les francophones

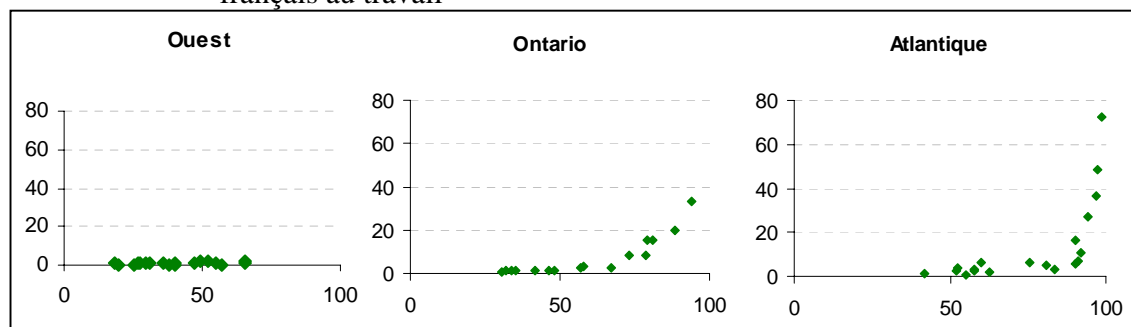
Francophones et anglophones, en milliers de \$



Toutefois, le graphique 14 reprend les données du graphique 12 qu'il regroupe par bloc régional. Il montre ainsi que le fait que les régions où moins de 70 p. 100 des francophones utilisent le français au travail enregistrent des revenus plus élevés en moyenne pour chacun des groupes s'explique plutôt par les disparités régionales. En effet, 10 des 16 régions où plus de 70 p. 100 des francophones parlent français au travail se trouvent en Atlantique. Ce bloc affiche les plus faibles revenus en moyenne, indépendamment de la langue.

Graphique 14 Utilisation du français au travail, par bloc régional

Pourcentage des francophones et des anglophones qui utilisent le français au travail



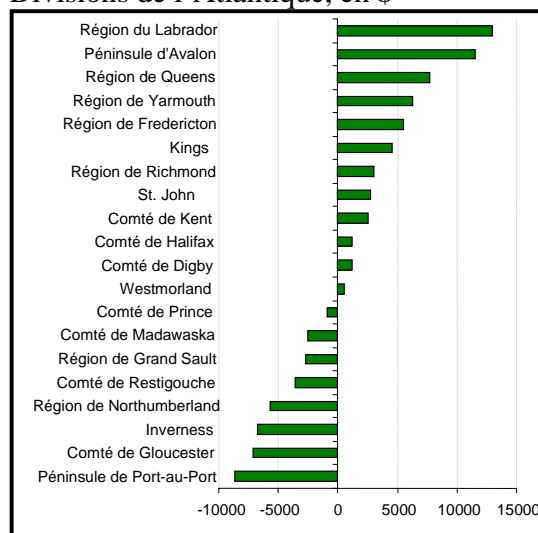
Atlantique

Revenus moyens

C'est en Atlantique que l'écart entre les revenus des francophones et des anglophones est le plus grand. L'écart moyen de 1 100 \$ est d'autant plus important que les revenus de l'Atlantique sont les plus faibles des trois blocs régionaux. En effet, les revenus moyens des francophones et des anglophones sont estimés à 36 400 et à 35 300 \$ respectivement en Atlantique, à 39 000 et 38 100 \$ dans l'Ouest et à 44 100 \$ chacun en Ontario. Ainsi, le revenu moyen des francophones est supérieur de 3,1 p. 100 à celui des anglophones en Atlantique alors qu'il est supérieur de seulement 2,2 p. 100 dans l'Ouest.

La région du Labrador est la division avec le plus grand écart de revenu entre les deux populations en faveur des francophones. Ceux-ci gagnent près de 13 000 \$ de plus que les anglophones. À l'opposé, la Péninsule de Port-au-Port est la division dans laquelle l'écart des revenus est à l'avantage des anglophones qui gagnent 8 600 \$ de plus que les francophones. La répartition des écarts entre le revenu moyen des francophones et celui des anglophones est présentée au graphique 15 en ordre décroissant. Cet ordre est conservé au graphique 16 pour permettre la comparaison entre les graphiques.

Graphique 15 Écarts de revenus entre francophones et anglophones
Divisions de l'Atlantique, en \$

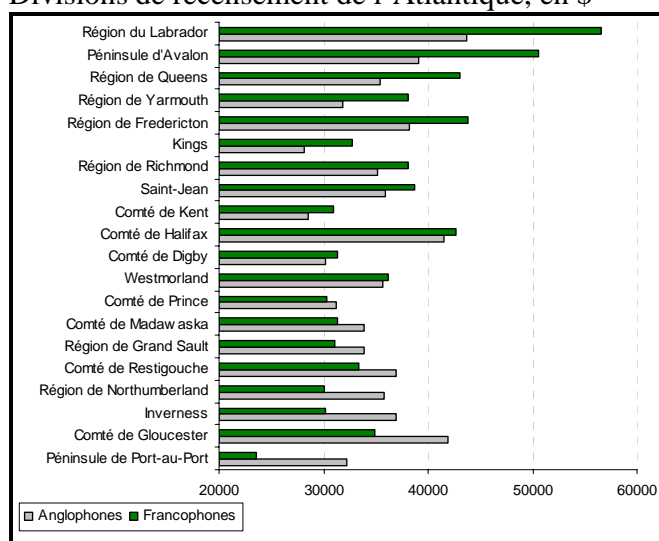


Dans les comtés où les anglophones gagnent plus que les francophones, la proportion des francophones est plus élevée que dans les comtés où les francophones gagnent plus que les anglophones. En effet, dans les comtés avec un écart favorable aux francophones, en moyenne la population francophone représente 18 p. 100 de la population totale tandis

que dans les comtés avec un écart favorable aux anglophones, la population francophone représente 42 p. 100 de la population en moyenne. Cela va dans le sens de notre hypothèse voulant que la prime au bilinguisme enrichit le groupe minoritaire.

Les revenus des francophones dans les régions de l'Atlantique observées fluctuent plus que ceux des anglophones. En effet, ils varient entre 23 600 et 56 600 \$ pour les francophones et entre 28 100 et 43 600 \$ pour les anglophones (voir le graphique 16).

Graphique 16 Revenus moyens des francophones et des anglophones
Divisions de recensement de l'Atlantique, en \$



Travailleurs et chômeurs

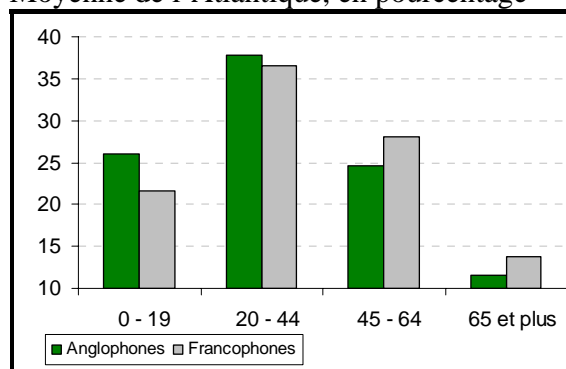
Le taux d'emploi moyen du bloc de l'Atlantique s'établit à 77,1 p. 100 pour les anglophones et à 79,5 p. 100 pour les francophones. Le taux de chômage pour sa part est de 14,2 p. 100 et de 12,2 p. 100 en moyenne pour les anglophones et les francophones respectivement.

Âge

La population francophone des divisions observées du bloc de l'Atlantique est plus âgée que la population anglophone. La répartition par tranche d'âge est comparable à celle de l'ensemble des 57 divisions, où les tranches de 45-64 ans et de plus de 65 ans sont dominées par les francophones.

En effet, 14 p. 100 des francophones sont âgés de plus de 65 ans et 28 p. 100 de 45 à 64 ans comparativement à 12 p. 100 et 25 p. 100 respectivement chez les anglophones. La tranche de 0-19 ans est pour sa part dominée par les anglophones qui y ont 26 p. 100 de leur population contre 22 p. 100 chez les francophones. La tranche d'âge de 20-44 ans ne varie guère d'une population à l'autre avec 38 p. 100 des anglophones et 37 p. 100 des francophones. Si on calcule le ratio des 65 ans et plus sur les 19 ans et moins, nous avons des résultats de 0,46 pour les anglophones et de 0,64 pour les francophones. Cela montre que le vieillissement de la population touche davantage les francophones dans les régions à l'étude. Rappelons-nous que ces taux étaient de 0,41 pour les anglophones et de 0,67 pour les francophones à l'échelle de toutes les divisions.

Graphique 17 Population par tranche d'âge
Moyenne de l'Atlantique, en pourcentage

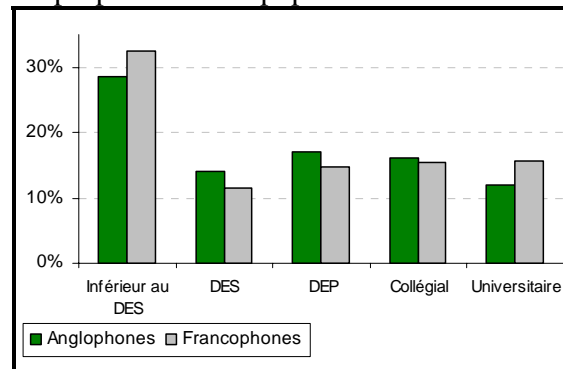


Scolarité

Population de 20-64 ans

Le bloc de l'Atlantique est celui où le pourcentage de personnes n'ayant pas de diplôme d'études secondaires (DES) est le plus élevé. En effet, 32 p. 100 des francophones et 29 p. 100 des anglophones n'ont aucun diplôme. La proportion de francophones ayant un diplôme universitaire est plus élevée que celle des anglophones : 16 contre 12 p. 100. Ainsi, le niveau de scolarité est plus variable entre les francophones qu'entre les anglophones.

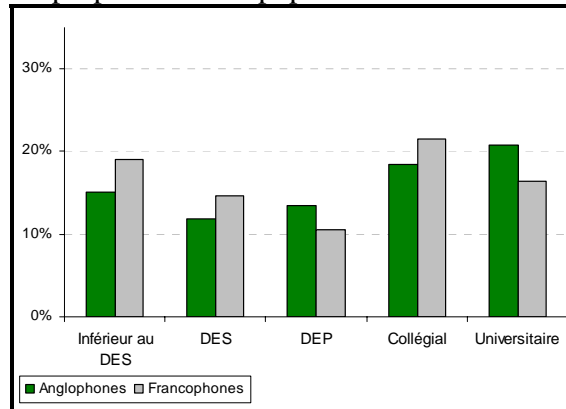
Graphique 18 Taux de scolarité, plus haut niveau atteint, Atlantique
En proportion de la population de 20-64 ans ayant terminé ses études



Population de 20-34 ans

Parmi la population plus jeune, la proportion de personnes n'ayant pas terminé leurs études secondaires chute à 20 p. 100 chez les anglophones et à 22 p. 100 chez les francophones. Cette amélioration peut toutefois paraître décevante lorsqu'on compare avec les autres blocs. En effet, en moyenne, les francophones n'ayant pas de DES représentent 10 p. 100 de la population du bloc de l'Ouest et 12 p. 100 du bloc ontarien, environ moitié moins qu'en Atlantique. Par contre, cette proportion chez les anglophones est comparable à celle des autres blocs régionaux, soit 20 p. 100 dans l'Ouest et 14 en Ontario. De fait, la proportion de la population ayant un diplôme universitaire est plus élevée chez les jeunes, mais plus faible que dans les autres blocs régionaux avec 18 p. 100 des francophones et 14 p. 100 des anglophones.

Graphique 19 Taux de scolarité, plus haut niveau atteint, Atlantique
En proportion de la population de 20-34 ans ayant terminé ses études



Population et migration

Les divisions du bloc de l'Atlantique ont connu une croissance démographique assez faible entre 1991 et 1996, mais la situation s'est encore dégradée dans la période 1996-2001. En effet, après avoir affiché une croissance modeste de 0,8 p. 100 en moyenne entre 1991 et 1996, les divisions du bloc de l'Atlantique ont connu une baisse de 2,7 p. 100 de leur population en moyenne.

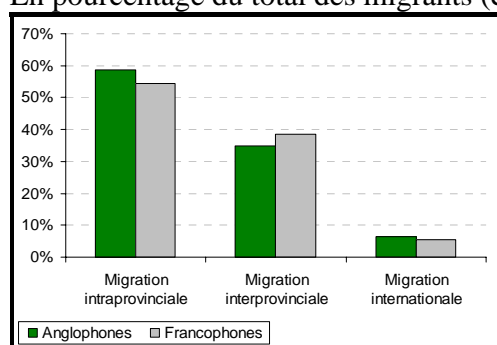
La proportion de migrants est beaucoup plus faible dans le bloc de l'Atlantique que dans les autres blocs régionaux. En effet, en moyenne, 13 p. 100 des anglophones ont migré dans les cinq années précédentes comparativement à 18 p. 100 dans l'Ouest et 17 p. 100 en Ontario. Cette proportion s'élève à 16 p. 100 chez les francophones de l'Atlantique comparativement à 22 p. 100 dans chacun des autres blocs.

On note dans le graphique suivant qu'en moyenne, 59 p. 100 des migrants anglophones de l'Atlantique viennent de la même province et 35 p. 100 viennent d'une autre province. Parmi ces derniers, 40 p. 100 sont originaires de l'Ontario, 10 p. 100 de la Colombie-Britannique et 9 p. 100 de l'Alberta. La migration internationale est à l'origine d'à peine 6 p. 100 des migrants (voir le graphique 20).

Pour leur part, les migrants francophones viennent en moyenne dans une proportion de 55 p. 100 de la même province, 38 p. 100 d'une autre province et 6 p. 100 d'un autre pays. Les migrants interprovinciaux francophones viennent dans une proportion de 41 p. 100 du Québec et de 21 p. 100 de l'Ontario. La migration entre les provinces de l'Atlantique est importante. En effet, environ 20 p. 100 de la migration interprovinciale se fait en provenance d'une autre province de l'Atlantique.

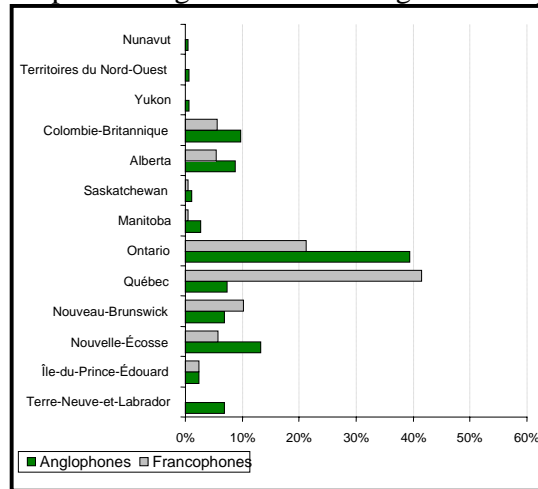
Graphique 20 Provenance des migrants

En pourcentage du total des migrants (cinq années précédentes)



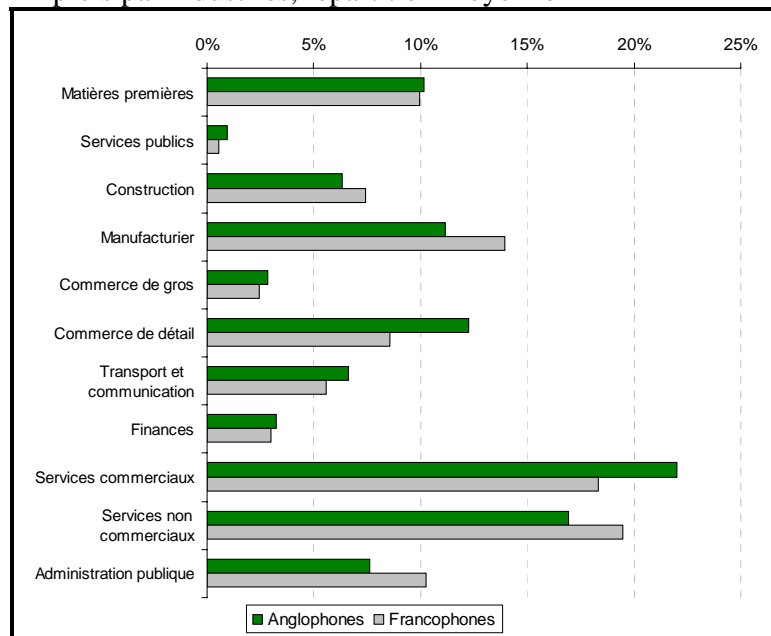
Graphique 21 Provenance des migrants interprovinciaux en Atlantique, (cinq années précédentes)

En pourcentage du total des migrants interprovinciaux



Structure industrielle

Graphique 22 Structure industrielle du bloc de l'Atlantique
Emplois par industries, répartition moyenne



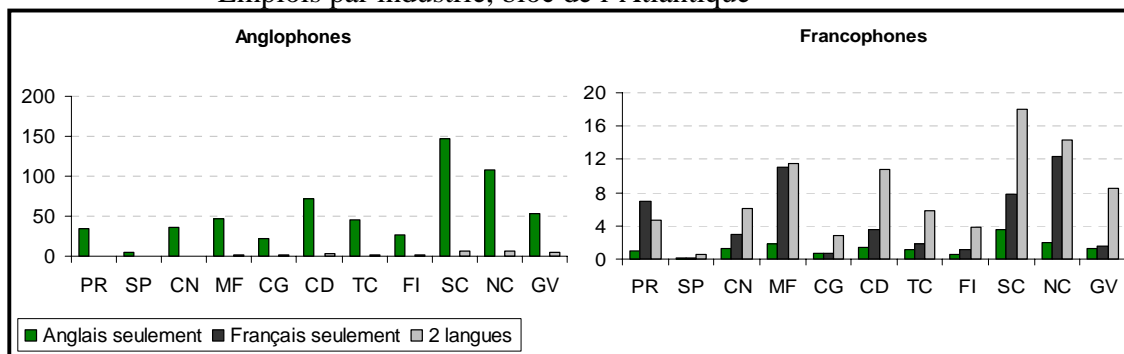
La structure industrielle du bloc de l'Atlantique est fortement concentrée dans les services commerciaux et non commerciaux, le premier secteur étant légèrement dominé par les anglophones et le second par les francophones.

Le secteur manufacturier est important pour le bloc de l'Atlantique où sont concentrés environ 12 p. 100 des emplois des anglophones et 14 p. 100 des emplois des francophones. Le secteur des matières premières fournit pour sa part 10 p. 100 des emplois aux anglophones et aux francophones.

L'administration publique est plus importante pour les francophones. Ce secteur fournit effectivement plus de 10 p. 100 des emplois aux francophones et 7,6 p. 100 des emplois aux anglophones.

Bilinguisme

Graphique 23 Langue principalement utilisée au travail,
Emplois par industrie, bloc de l'Atlantique



* Voir la légende en annexe

Comme le montre le graphique ci-dessus, les anglophones ne travaillent pratiquement qu'en anglais, sauf une infime partie qui travaille dans les deux langues dans les secteurs des services commerciaux, des services non commerciaux et de l'administration publique. Plus précisément, 596 000 anglophones disent n'utiliser que l'anglais au travail, 28 300 utilisent les deux langues et 1 500 n'utilisent que le français.

Pour leur part, les francophones travaillent majoritairement dans les deux langues dans tous les secteurs de l'économie, à l'exception du secteur primaire où ils travaillent majoritairement en français seulement. Néanmoins, dans plusieurs secteurs, tels que les secteurs manufacturiers, des matières premières et des services non commerciaux, une proportion assez importante de travailleurs ne travaille qu'en français.

La proportion de francophones utilisant seulement l'anglais au travail est plutôt faible dans l'ensemble des secteurs. Au total, 15 000 francophones travaillent seulement en anglais, 87 000 dans les deux langues et 50 000 en français seulement.

Résultats de l'enquête

Une série de consultations a été menée auprès d'entreprises et d'organismes communautaires dans le but d'établir les principaux défis et opportunités des régions. Un commentaire important et fréquent concerne le problème de l'exode des jeunes. Ceux-ci quittent les régions pour aller étudier et ne reviennent pas. Les problèmes du vieillissement et du déclin de la population sont également cités fréquemment et sont sans doute liés au problème de l'exode des jeunes. La grande dépendance à l'égard du secteur primaire inquiète également bon nombre de communautés qui souhaiteraient diversifier leur économie.

Les défis de la démographie

Le défi de la migration des jeunes revient dans toutes les provinces de l'Atlantique et toutes les régions économiques qui font l'objet de l'analyse. Ce phénomène est le symptôme des difficultés économiques des régions et entraîne une perte en ressources humaines. Ce phénomène accentue le vieillissement de la population dans les régions. Plusieurs études sur la migration montrent que les facteurs économiques ne sont pas seuls à expliquer la migration des jeunes. Au manque d'emploi et de programmes de formation dans les régions s'ajoutent les facteurs culturels (comme la possibilité de vivre et travailler en français) et sociaux (comme le désir de vivre une nouvelle expérience sociale) (Leblanc et Molgat, 2004). Il importe donc de bien comprendre les facteurs de la migration avant d'envisager des pistes de solutions.

Le recrutement et l'intégration des nouveaux arrivants dans les CFMS sont un autre défi qui ressort des analyses. Les CFMS éprouvent des difficultés non seulement à attirer mais à intégrer les nouveaux arrivants francophones. Dans les CFMS en situation fortement minoritaire, le défi de l'intégration en français est encore plus grand.

Main-d'œuvre

Dans plusieurs des provinces de l'Atlantique se posent des défis pour recruter des employés qualifiés ou très spécialisés. Ces défis touchent différents secteurs d'une province à l'autre. La difficulté de trouver une main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs de métiers (mécaniciens, électriciens, etc.) est mentionnée très régulièrement. Les secteurs du tourisme et des travaux saisonniers ont également de la difficulté à trouver des travailleurs. Les jeunes, de plus en plus scolarisés, veulent accéder à des emplois professionnels et stables.

Il n'y a en général pas de problème à recruter des employés bilingues, même si, bien souvent, le recrutement doit se faire dans d'autres provinces. Et dans ce cas, les employés semblent ne pas rester à long terme, ce qui crée un manque de main-d'œuvre d'expérience. La formation de la main-d'œuvre est en général considérée primordiale par

les entreprises et celles-ci semblent satisfaites de ce qui est offert dans leurs régions respectives. Toutefois, l'anglais prédomine dans les formations proposées.

Défis des services aux entreprises

A priori, lorsqu'on regarde l'ensemble des réseaux d'affaires francophones au Canada, on constate beaucoup d'activité à la fois générée par les initiatives locales et communautaires qu'appuient les différents paliers de gouvernement (municipal, provincial et fédéral), et par les programmes pancanadiens ou régionaux (Entreprise Canada, RDÉE, FedNor, DEO, etc.). Pour comprendre quels sont les principaux ressorts de cette activité, nous proposons d'en faire une brève analyse par bloc régional et par province. Le but est de mettre en relief la façon dont se sont formés ces réseaux.

En premier lieu, une analyse des services de soutien technique au démarrage d'entreprises et de projets nous renseignera sur les moyens donnés aux entrepreneurs francophones afin qu'ils mènent leurs affaires. En deuxième lieu, nous examinerons quelles sont les stratégies de planification envisagées par les régions et leurs réseaux d'affaires pour améliorer le développement économique local. En troisième lieu, seront exposés les défis qui se présentent au sein des réseaux économiques. En quatrième lieu, nous identifierons les principales sources de capitaux à la disposition des entrepreneurs francophones ainsi que les principaux centres offrant des formations à l'entrepreneuriat en français. En cinquième et dernier lieu, nous présenterons le potentiel de développement économique de chaque région.

Il existe des services qui s'adressent plus spécifiquement au démarrage d'entreprises et de projets en Atlantique. Cela va de simples conseils à une aide plus élaborée à la planification d'un projet, en passant par une assistance technique ou le prêt de matériel (ordinateur, etc.) ou de locaux. En plus des organismes cités précédemment (le Centre Jodrey, APÉCA, le Fonds d'innovation du Nouveau-Brunswick...), on retrouve les chambres de commerce et les sociétés de développement. Celles-ci vont offrir des services d'incubation d'entreprises (Société de développement de la Baie acadienne) ou de l'aide pour la mise en marché d'un produit ou la tenue de livres tout en ciblant les jeunes entrepreneurs (programme Open for Business du Centre de développement et d'éducation en entrepreneuriat au Nouveau-Brunswick).

Les services aux entreprises francophones sont plus ou moins bien développées selon les provinces. À Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard, les services se limitent à ce qu'offrent le gouvernement fédéral (APECA, CBDC) et les autres organismes d'aide anglophones. En Nouvelle-Écosse, des progrès ont été faits ces dernières années avec la création du Centre Jodrey en 1985 et du Conseil économique qui offre des services-conseils et de l'information aux entreprises.

Les défis sont :

- de mieux faire connaître les services existants aux entrepreneurs francophones;
- de franciser davantage les services existants;

- de développer les services de formation, notamment dans les secteurs où il y a des besoins de main-d'œuvre;
- de développer les services-conseils aux entreprises, notamment les petites entreprises (ce qui comprend la sensibilisation des agences fédérales à la réalité économique des francophones) : soutien au marketing et à la commercialisation par exemple.

Le Nouveau-Brunswick étant la seule province bilingue du Canada, les structures d'aide du gouvernement provincial aux entreprises sont bilingues et profitent aux deux communautés de langue officielle. Mentionnons le Fonds d'innovation du Nouveau-Brunswick, qui offre du capital aux activités d'innovation (R-D), et Entreprises Nouveau-Brunswick, qui offre un soutien technique et des services-conseils aux entreprises (planification, marketing, counseling).

Planification

Les CFSM ont pu développer une vision planifiée de leur développement. Le RDÉE et l'Initiative de planification communautaire ont stimulé des activités de planification dans les provinces de l'Atlantique⁶. L'IPC est un programme du Secrétariat rural qui vise à stimuler la planification communautaire des régions rurales. Les projets « visions » qui en ont découlé ont été repris par le RDÉE qui souhaite les étendre aux régions qu'il dessert⁷.

Ces exercices sont plus avancés au Nouveau-Brunswick, où plusieurs organismes ont contribué à la planification économique de leur communauté (Conseil économique, Entreprises Nouveau-Brunswick, planification régionale), et moins à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse. Mentionnons néanmoins l'existence d'une planification sectorielle du tourisme à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador dans le secteur agricole. À l'Î.-P.-É., la planification économique s'insère dans des Plans de développement globaux provincial et régionaux. Il y a donc des inégalités dans le degré de planification atteint par les communautés francophones des provinces de l'Atlantique. En Nouvelle-Écosse, il y a un plan de développement municipal (Clare). Au Nouveau-Brunswick, plusieurs régions ont maintenant leur plan-vision.

Les secteurs de développement visés par les planifications sont souvent ceux du RDÉE : tourisme, économie du savoir, développement rural et jeunesse, même si les deux derniers ne sont pas véritablement des secteurs. Le tourisme se retrouve dans toutes les provinces et semble être perçu comme un secteur qui comporte un potentiel important. Se rajoutent cependant à ces secteurs des secteurs reflétant davantage les spécificités économiques des régions, comme le secteur des pêches, des services et de l'aérospatiale.

⁶ Elles sont disponibles sur le site web du RDÉE

[<http://www.gazel.ca/index.cfm/2,0,1321,7868,1278,0,html>] (consulté le 24 janvier 2006).

⁷Plan de développement d'une collectivité : ressources pour une approche globale, RDÉE, 2002.

[www.gazel.ca/index.cfm/2,0,1310,7598,0,0,html?action=display&BoxID=7761&LangID=2&KindID=13&complete=yes] (consulté le 24 janvier 2006).

Les moyens envisagés pour assurer le développement des CFMS des provinces de l'Atlantique se regroupent comme suit :

- développer la formation (alphabétisation, secteurs de pointe, formation continue, initiation au monde des affaires), en visant les régions dépourvues d'activités de formation, de même que les mesures pour inciter le retour aux études;
- développer les services aux entreprises et l'entrepreneuriat (incluant les programmes de mentorat, les services de guichet unique);
- développer le marketing pour vendre les produits locaux et offrir des services d'aide à l'exportation;
- développer l'accès à Internet et l'infrastructure ;
- diversifier l'économie (pour réduire la dépendance envers l'économie des ressources) ;
- développer les partenariats entre les acteurs économiques (pour le développement économique, la formation dans les secteurs ciblés comme le tourisme) ;
- prendre des mesures pour orienter les jeunes vers l'entrepreneuriat ou les inciter à revenir aux régions.

Réseaux économiques

Dans les provinces de l'Atlantique, il existe plusieurs types de regroupement d'affaires francophones dont beaucoup sont appuyés par le RDÉE. Ces réseaux ont de multiples fonctions. Premièrement, ils représentent un moyen pour les gens d'affaires de se réseauter en vue de mettre leurs ressources en commun et d'arriver à une certaine visibilité dans la communauté desservie. Deuxièmement, selon le type de réseau d'affaires, il est possible de multiplier les partenariats et d'obtenir un appui supplémentaire des différents paliers de gouvernement. Troisièmement, ils permettent de cibler les besoins spécifiques d'une entreprise et de développer son marché auprès de la clientèle locale, nationale, voire internationale. Il en va de même pour le recrutement en ressources humaines.

Toutefois, les réseaux économiques francophones ne sont pas développés au même point dans les provinces de l'Atlantique. À Terre-Neuve-et-Labrador, par exemple, ce sont les organismes communautaires francophones qui prennent en charge le développement économique. Par exemple, c'est la Fédération des francophones de Terre-Neuve qui gère le RDÉE. Il n'y a pas d'associations économiques. L'espace économique reste à développer dans cette province. À l'Î.-P.-É., l'espace économique commence à prendre forme. Des partenariats se sont développés dans certaines régions, tels que la Société de développement de la Baie acadienne, le groupe des « intervenants économiques de Prince Ouest », l'Association touristique Évangéline. En Nouvelle-Écosse, il existe un conseil de développement économique provincial et une chambre économique locale. En tourisme, il existe certaines associations locales.

Au Nouveau-Brunswick, le réseautage économique est plus développé, avec un conseil économique provincial qui regroupe 1 000 membres. La présence de régions à fortes proportions de francophones permet d'avoir une économie francophone, un marché francophone et des entreprises fonctionnant en français. Plusieurs chambres de commerce francophones et bilingues existent dans les régions.

Le réseautage joue un rôle stratégique dans le développement économique, en permettant la complémentarité des ressources et l'établissement de partenariats qui permettent les projets de développement, en favorisant la circulation de l'information et des expertises, et en créant un espace économique francophone qui permet de travailler en français, d'établir des relations en français avec les clients, d'afficher en français, de miser sur la spécificité francophone en économie. Le RDÉE a bien compris l'enjeu stratégique des réseaux et plusieurs acteurs économiques parlent de l'importance de développer des réseaux et des partenariats. Cependant, l'analyse des défis à ce niveau est plus faible. Une meilleure compréhension des réseaux existants et des besoins à cet égard permettrait d'élaborer une stratégie plus efficace de développement économique.

Aux RDÉE régionaux et aux conseils de développement économique locaux s'ajoutent d'autres réseaux soutenus par le gouvernement fédéral comme l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA). Il existe aussi des organisations soutenues par la région de l'Atlantique comme les Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC) qui comptent 41 agences réparties dans les 4 provinces et qui aident les petites et moyennes entreprises. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick finance la Société de développement régional dans sa province. Celle-ci possède aussi un réseau de 15 agences de développement économique communautaire : Entreprise Kent, Entreprise Chaleur, etc.

Puis, il faut aussi noter les réseaux constitués à partir des chambres de commerce dont plusieurs offrent des services bilingues (Clare, Edmundston). D'autres organismes plus spécifiques ont vu le jour comme la Société de développement du centre des affaires d'Edmundston qui regroupe les gens d'affaires du centre-ville d'Edmundston.

Sources de capitaux

Les gens d'affaires des provinces de l'Atlantique peuvent compter sur plusieurs sources de capitaux à différents stades de développement de leur entreprise (démarrage, expansion, modernisation, etc.). Ainsi, le RHDCC propose des initiatives de partenariat et des programmes de financement. Le ministère des Entreprises du Nouveau-Brunswick et ses 15 agences (comme Entreprise Restigouche) possèdent divers programmes d'aide financière pour soutenir l'économie locale (aide financière à l'industrie, à l'agriculture et aux pêches sous forme de prêts ou de garanties de prêts, programme d'adoption et de commercialisation de la technologie). L'Agence de promotion économique du Canada Atlantique offre plusieurs types de financement : prêts sans intérêt aux PME et allocation de formation en gestion d'entreprises à travers ses programmes et initiatives (programme de développement des entreprises, programme de capital d'appoint, Initiative Femmes en affaires (IFA), Initiative pour jeunes entrepreneurs (IJE), etc. D'autres organismes, comme les Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC) réparties dans les régions rurales du Canada atlantique, octroient des prêts à des travailleurs indépendants qui ne répondent pas aux critères exigés par les prêteurs traditionnels. La Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB) donne du financement pour le démarrage et le prédémarrage d'entreprises. Les entrepreneurs

francophones peuvent aussi compter sur des fonds de Patrimoine canadien et de la Banque de développement du Canada.

Centres de formation

En Atlantique, plusieurs institutions permettent d'acquérir une formation en français à l'entrepreneurship. Il y a des collèges communautaires (Nouveau-Brunswick), des universités (Université de Moncton, Université Sainte-Anne) et des écoles privées (Île-du-Prince-Édouard). À l'intérieur de ces institutions, plusieurs types de programmes sont offerts. Certains s'occupent spécifiquement de la formation continue, notamment aux adultes. La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard ou le Centre Jodrey en Nouvelle-Écosse en font partie. Il existe aussi des formations offertes à distance et des formations concernant directement l'économie du savoir (Étudiants bien branchés (TIC-N.-É.).

Il est à noter que chaque province et territoire a maintenant des écoles en langue française aux niveaux primaires et secondaires. Plusieurs collèges peuvent offrir des certificats en français et en français des affaires. Des programmes offerts à distance existent dans le domaine des TIC, du français et de la santé. Il existe une gamme de programmes de formation à distance offerts par des établissements francophones du Québec et d'ailleurs. Faut-il mieux les faire connaître pour répondre aux nombreux besoins de main-d'œuvre et de formation qui ressortent des profils économiques présentés sur le site Web du RDÉE (voir en annexe la liste des centres de formation francophones existant dans la région de l'Atlantique)?

Potentiel de développement économique

Malgré les défis existants en Atlantique, plusieurs secteurs économiques constituent une force avec des potentiels qui restent à développer. Le tourisme est l'une de ses forces, mais est inégalement développé selon les régions. Il est cependant souvent invoqué pour diversifier l'économie qui repose trop sur l'exploitation des ressources naturelles. À cet égard, les industries de la pêche et de la foresterie semblent des forces indéniables en Atlantique. Elles participent au développement d'autres secteurs comme l'agroalimentaire (région de Madawaska, N.-B.). L'industrie aérospatiale (Île-du-Prince-Édouard) représente aussi une grande force de la région (20 p. 100 des exportations de l'Île) qui se répercute sur le développement d'entreprises sous-traitantes et favorise la mise en place de l'économie du savoir. D'autres secteurs sont assez performants comme les métiers, la construction, la technologie (Johnson Enterprises à Restigouche), la santé, l'éducation, le commerce de détails et les services, notamment à cause de la proximité de milieux urbains (Grand Moncton, Halifax, etc.) et de la frontière avec les États-Unis.

Centre (Ontario)

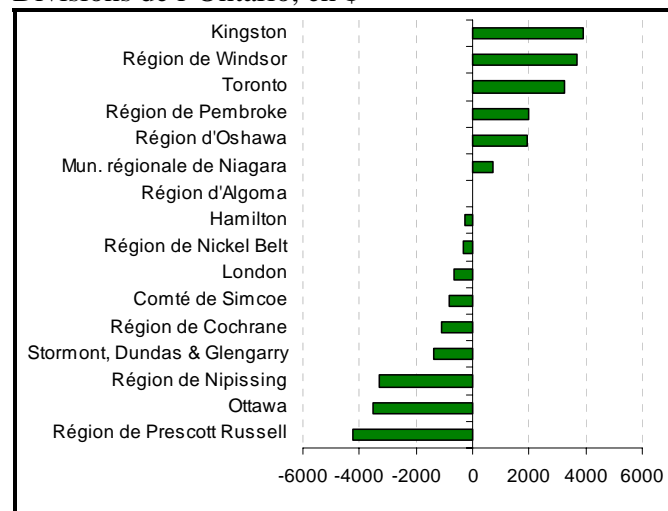
Revenus moyens

Les revenus des francophones et des anglophones dans les divisions choisies du centre du Canada⁸ sont virtuellement égaux. En effet, le revenu moyen est estimé à 44 100 \$ pour chacun des groupes.

Bien qu'il y ait des écarts entre les revenus des deux groupes au niveau des divisions de recensement, ceux-ci sont beaucoup moins importants que dans le bloc de l'Atlantique. Kingston est la division avec le plus grand écart en faveur des francophones. Ceux-ci y ont un revenu moyen supérieur de 3 900 \$ à celui des anglophones. À l'inverse, Prescott-Russell est la division où l'écart de revenu est le plus grand en faveur des anglophones avec une différence de 4 300 \$. Cette division est également la région avec la plus grosse communauté francophone en proportion de la population totale. En effet, près de 70 p. 100 de la population de Prescott-Russell est francophone.

Graphique 24 Écarts de revenus entre francophones et anglophones

Divisions de l'Ontario, en \$

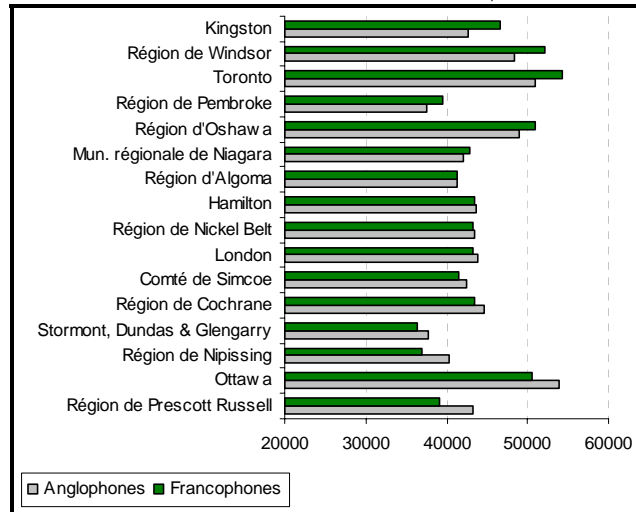


Parmi les comtés où les anglophones gagnent plus que les francophones, la proportion de la population francophone est plus élevée que dans les comtés où les francophones gagnent plus que les anglophones. En effet, dans les comtés où l'écart avantage les francophones, en moyenne la population francophone représente 3 p. 100 de la population totale tandis que dans les comtés avec un écart à l'avantage des anglophones, la population francophone représente 23 p. 100 de la population en moyenne. Cette observation corrobore la possibilité de la présence d'une prime au bilinguisme dans les régions de l'Ontario.

⁸ Le Centre se limite ici à l'Ontario puisque le Québec est exclu de l'analyse.

Les revenus des francophones dans les régions de l'Ontario observées ne fluctuent pas plus que ceux des anglophones. En effet, ils varient entre 36 300 et 54 200 \$ pour les francophones et entre 37 500 et 54 000 \$ pour les anglophones.

Graphique 25 Revenus moyens des francophones et des anglophones
Divisions de recensement de l'Ontario, en \$



Travailleurs et chômeurs

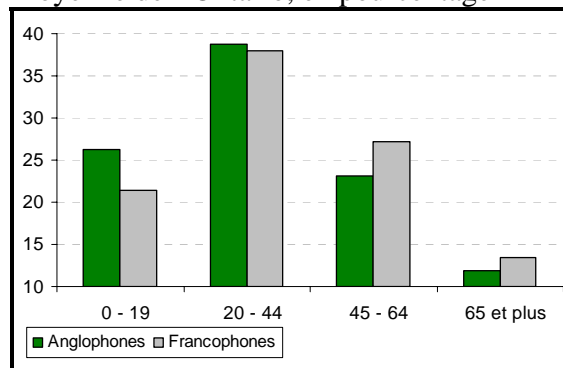
Le taux d'emploi moyen du bloc de l'Ontario s'établit à 86,7 p. 100 pour les anglophones et à 87,6 p. 100 pour les francophones. Le taux de chômage pour sa part est de 5,6 p. 100 et de 5,4 p. 100 en moyenne pour les anglophones et les francophones respectivement.

Âge

Tout comme le bloc de l'Atlantique, le profil d'âge de la population du bloc de l'Ontario montre que la population francophone est plus âgée. Encore une fois, les tranches d'âge de 45-64 ans et de 65 ans et plus sont dominées par les francophones. La première représente 27 p. 100 de la population francophone et seulement 23 p. 100 de la population anglophone, la seconde 13 p. 100 des francophones et 12 p. 100 des anglophones.

La tranche d'âge de 0-19 ans est encore dominée par les anglophones avec 26 p. 100 de la population comparativement à 21 p. 100 des francophones. La tranche d'âge de 20-44 ans est également représentée avec 39 p. 100 des anglophones et 38 p. 100 des francophones. Si on calcule le ratio des 65 ans et plus sur les 19 ans et moins, nous avons des résultats de 0,46 pour les anglophones et de 0,63 pour les francophones. Le vieillissement de la population touche davantage les francophones de l'Ontario que les anglophones, à l'instar de ce qui se passe dans le bloc de l'Atlantique.

Graphique 26 Population par tranche d'âge
Moyenne de l'Ontario, en pourcentage



Scolarité

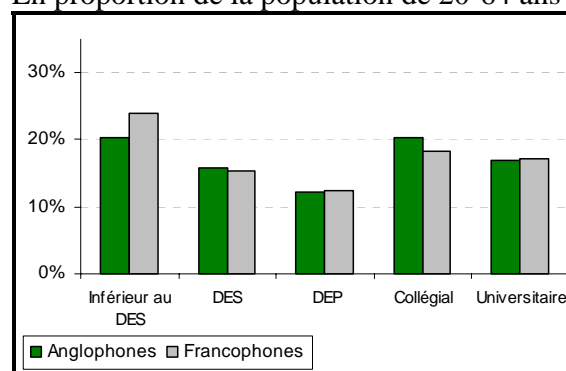
Population de 20-64 ans

Le bloc de l'Ontario est celui où la proportion de la population n'ayant pas de diplôme d'étude secondaire (DES) est la plus faible des trois blocs régionaux avec 24 p. 100 des francophones et 20 p. 100 des anglophones. C'est aussi le bloc avec le plus haut pourcentage de personnes dont le niveau de scolarité le plus élevé est le DES. En effet, ces proportions se situent à 16 p. 100 des anglophones et à 15 p. 100 des francophones. Par comparaison, ces proportions se chiffrent à 12 p. 100 dans l'Ouest et à 14 p. 100 dans l'Atlantique pour les anglophones et à 11 p. 100 dans chacun des autres blocs pour les francophones. Ces chiffres démontrent un plus faible décrochage scolaire au niveau secondaire.

La proportion de personnes ayant un diplôme d'études professionnelles (DEP) est la plus faible parmi les trois blocs régionaux : 12 p. 100 des anglophones et des francophones ont un tel diplôme comparativement à 16 p. 100 en moyenne dans les deux autres blocs.

À l'inverse, la proportion d'anglophones ayant un diplôme collégial ou universitaire est plus élevée que dans les autres blocs régionaux : 20 p. 100 ont un diplôme collégial et 17 p. 100 un diplôme universitaire. Dans les blocs de l'Atlantique et de l'Ouest, 16 p. 100 des 20-64 ans ont un diplôme collégial et 11 p. 100 un diplôme universitaire. La même relation est observée pour les francophones mais avec de moins grands écarts. En effet, la proportion de francophones ayant un diplôme collégial ou universitaire est plus élevée que dans les autres blocs régionaux : 18 p. 100 ont un diplôme collégial et 17 p. 100 un diplôme universitaire. Dans les blocs de l'Atlantique et de l'Ouest, 15 et 17 p. 100 (respectivement) des 20-64 ans ont un diplôme collégial et 11 p. 100 un diplôme universitaire.

Graphique 27 Taux de scolarité, plus haut niveau atteint, Ontario,
En proportion de la population de 20-64 ans ayant terminé ses études

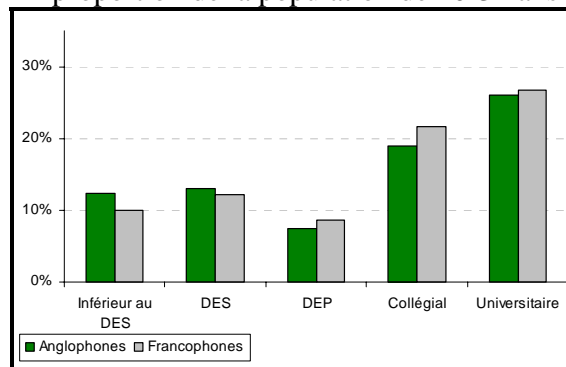


Population de 20-34 ans

Comme dans les autres blocs régionaux, la population plus jeune est plus scolarisée en moyenne que la population plus âgée. Dans le bloc de l'Ontario, les francophones de 20-34 ans sont plus scolarisés que les anglophones alors que la proportion de la population francophone détenant un diplôme universitaire, collégial ou professionnel est plus élevée que chez les anglophones. Il y a, par le fait même, plus d'anglophones en proportion qui n'ont pas terminé le niveau secondaire. Néanmoins, 26 p. 100 des anglophones de 20-34 ans ont un diplôme universitaire dans le bloc de l'Ontario comparativement à 21 p. 100 en Atlantique et 22 p. 100 dans l'Ouest.

À l'instar de la population de 20-64 ans, la population de 20 à 34 ans du bloc de l'Ontario a le plus faible taux de décrochage scolaire au secondaire. Seulement 10 p. 100 des francophones de 20-34 ans n'ont pas leur diplôme d'études secondaires comparativement à 16 p. 100 dans l'Ouest et 19 p. 100 en Atlantique. De même, 12 p. 100 des anglophones de 20-34 ans n'ont pas de DES comparativement à 14 p. 100 dans l'Ouest et 15 p. 100 en Atlantique.

Graphique 28 Taux de scolarité, plus haut niveau atteint, Ontario,
En proportion de la population de 20-34 ans ayant terminé ses études



Population et migration

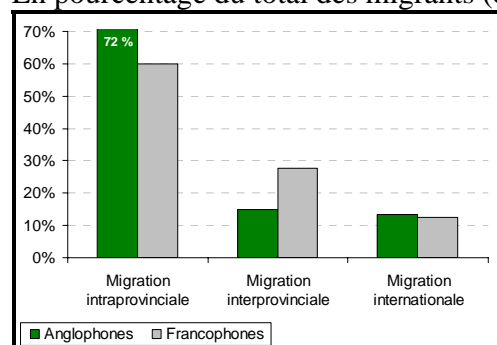
Les divisions du bloc de l'Ontario ont affiché une bonne croissance démographique estimée à 4,9 p. 100 entre 1991 et 1996. Par contre, la croissance s'est modérée entre 1996 et 2001, à 2,2 p. 100.

Parmi les trois blocs étudiés, le bloc de l'Ontario est celui avec les taux de migration intraprovinciale et internationale les plus élevés. La migration interprovinciale est pour sa part beaucoup plus faible que dans les autres blocs. En 2001, 17 p. 100 de la population anglophone du bloc de l'Ontario avait migré dans les cinq années précédant le recensement. De cette proportion, 72 p. 100 provenaient d'une autre région de l'Ontario, 15 p. 100 d'une autre province et 13 p. 100 d'un autre pays.

C'est là un profil assez différent des autres blocs régionaux puisque les répartitions de la migration intraprovinciale, interprovinciale et internationale sont de 62, 28 et 10 p. 100 respectivement pour le bloc de l'Ouest et de 59, 35 et 6 p. 100 pour le bloc de l'Atlantique. Ces écarts ne s'observent pas chez les francophones. La présence de Toronto explique en parti cette divergence, car 60 p. 100 des migrants anglophones de Toronto viennent d'un autre pays. Si on exclut Toronto, la moyenne de migration internationale pour le bloc de l'Ontario est de 10 p. 100.

Graphique 29 Provenance des migrants

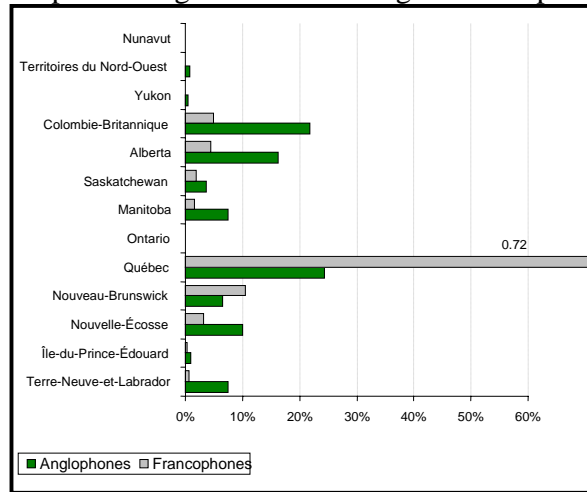
En pourcentage du total des migrants (cinq années précédentes)



La proximité géographique aidant, on constate sans surprise que 72 p. 100 des migrants francophones viennent du Québec. Les migrants anglophones viennent essentiellement du Québec (24 p. 100), de la Colombie-Britannique (22 p. 100) et de l'Alberta (16 p. 100).

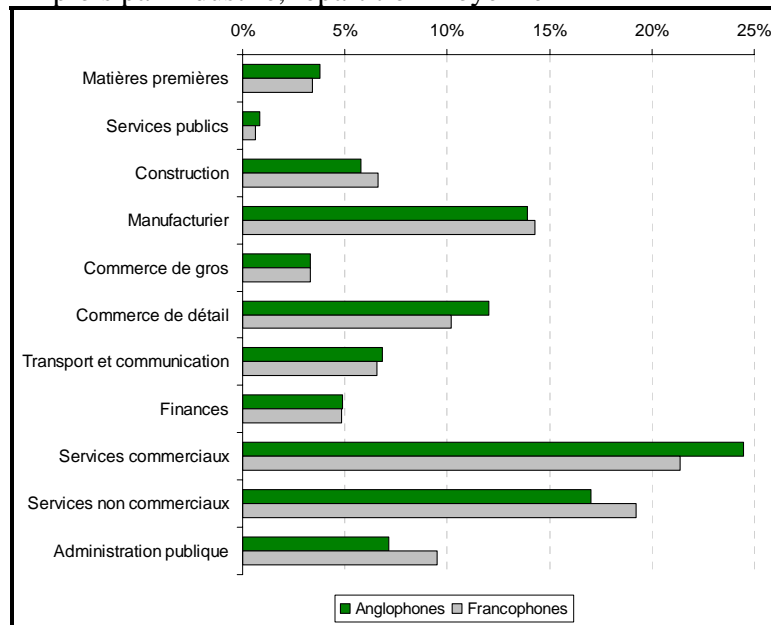
Graphique 30 Provenance des migrants interprovinciaux (cinq années précédentes)

En pourcentage du total des migrants interprovinciaux



Structure industrielle

Graphique 31 Structure industrielle du bloc de l'Ontario
Emplois par industrie, répartition moyenne



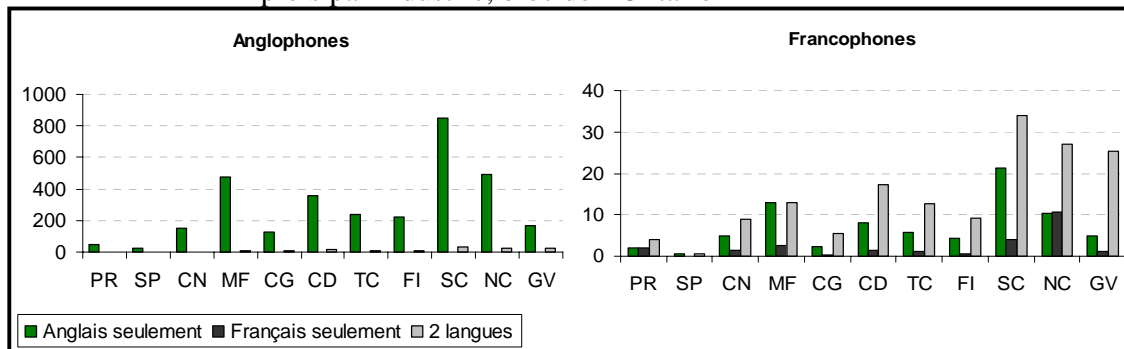
La structure industrielle du bloc de l'Ontario présente également une forte concentration dans les services commerciaux et non commerciaux. À l'instar du bloc de l'Atlantique, les emplois dans le secteur des services commerciaux sont plus importants en proportion pour les anglophones que pour les francophones. En effet, près de 25 p. 100 des emplois des anglophones sont dans ce secteur comparativement à 21 p. 100 des emplois des francophones.

Le secteur des services non commerciaux fournit quant à lui 19 p. 100 des emplois aux francophones et 17 p. 100 des emplois aux anglophones. L'administration publique est également plus importante pour les francophones que pour les anglophones dans le bloc de l'Ontario. Celle-ci génère 9 p. 100 des emplois chez les francophones et 7 p. 100 des emplois chez les anglophones.

Le bloc de l'Ontario est celui où le secteur manufacturier génère le plus d'emplois en proportion de la population : 14 p. 100 des emplois des francophones et des anglophones.

Bilinguisme

Graphique 32 Langue principalement utilisée au travail
Emplois par industrie, bloc de l'Ontario



* Voir la légende en annexe

Tout comme pour le bloc de l'Atlantique, les anglophones du bloc de l'Ontario travaillent presque exclusivement en anglais. Une faible proportion travaille dans les deux langues dans les secteurs des services commerciaux, non commerciaux et dans l'administration publique. De plus, 75 p. 100 des employés de l'administration anglophones travaillant dans les deux langues se trouvent à Ottawa, où 76 p. 100 des employés de l'administration publique sont anglophones et seulement 31 p. 100 de ceux-ci travaillent dans les 2 langues. En comparaison, 86 p. 100 des employés francophones de l'administration publique de la division d'Ottawa travaillent dans les deux langues. Au total, 3,1 millions d'anglophones ne travaillent qu'en anglais, 120 500 travaillent dans les deux langues et 2 500 ne travaillent qu'en français.

Encore une fois, on remarque que les francophones travaillent dans les deux langues dans la majorité des secteurs de l'économie. Par contre, à l'inverse du bloc de l'Atlantique, les francophones n'utilisant que le français comme langue de travail sont très peu nombreux dans pratiquement tous les secteurs et beaucoup travaillent uniquement en anglais. En somme, 77 600 francophones n'utilisent que l'anglais au travail, 158 000 utilisent les deux langues et 25 700 n'utilisent que le français.

Résultats de l'enquête

Les consultations menées auprès des entreprises et organismes communautaires décrivent des réalités différentes selon les régions. En effet, les divisions de plus grande envergure (Toronto et Ottawa) ont des particularités qui leur sont propres tandis que les divisions de moins grande envergure font face à des défis semblables à ceux observés dans le bloc de l'Atlantique soit l'exode des jeunes vers les centres urbains et donc le vieillissement de la population. Les secteurs demandant une main-d'œuvre avec des qualifications précises ont plus de difficultés à recruter, mais le bilinguisme ne semble pas être un critère difficile à satisfaire dans plusieurs des régions.

Démographie

La migration des jeunes vers les centres urbains se présente comme un défi dans les régions rurales. Le vieillissement de la population est un autre défi de même que la difficulté de recruter et d'intégrer les nouveaux arrivants.

Main-d'œuvre

Les divisions de recensement de plus grande envergure ne semblent pas éprouver de problème particulier pour recruter de la main-d'œuvre. Plus particulièrement, les employeurs de la division d'Ottawa n'éprouvent en général pas de difficultés à recruter de la main-d'œuvre qualifiée et/ou bilingue. Toutefois, la division d'Ottawa ne fait pas exception quant aux problèmes de recrutement dans le secteur de la santé, un problème fréquent parmi les divisions consultées. De plus, la plus grande migration internationale de la division d'Ottawa fait que le problème de reconnaissance des acquis des nouveaux arrivants (formation et expérience) est plus important.

La région de Niagara est également différente à cause de l'importance du secteur touristique. Environ 1 emploi sur 10 dans la région de Niagara est directement lié au tourisme, laissant la région très sensible aux fluctuations du marché touristique.

Malheureusement, aucune consultation n'a été faite dans la division de Toronto. Celle-ci aurait certainement montré des particularités compte tenu de l'ampleur de la ville.

En dépit des différences régionales, on recense certains besoins au niveau de la main-d'œuvre. On manque de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs (santé, génie, agriculture et alimentation, tourisme, TIC). Les régions qui vivent une transition vers de nouveaux secteurs en émergence ont besoin de nouveaux profils de compétences.

Les solutions peuvent s'envisager du côté de la formation, mais là aussi des défis se posent. Des besoins au niveau de la formation continue ont été identifiés de même que des défis pour le décrochage scolaire. Ce serait bien de voir si le problème du décrochage scolaire prend plus ou moins d'ampleur chez les élèves francophones. La reconnaissance

des compétences des nouveaux arrivants offrent également une piste de solution, mais des difficultés et des défis s'observent aussi de ce côté. Enfin, des défis au niveau de la qualité (permanence et salaire) des emplois ont été identifiés.

Services aux entreprises

Plusieurs organisations s'attachent déjà à répondre aux besoins économiques de la communauté franco-ontarienne en offrant du soutien technique au démarrage d'entreprises et de projets. C'est le cas de différents centres ou sociétés de développement à la collectivité. L'Ontario compte 61 sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC). Là, les entrepreneurs peuvent obtenir du soutien technique et des conseils, voire du financement pour démarrer un projet ou une entreprise.

D'autres organismes, comme le Centre d'intégration, de formation et de développement économique (CIFODE) d'Ottawa, offrent un service d'incubation d'entreprises. Le Club Niagara 2000 propose un service de mentorat qui lie les jeunes entrepreneurs à d'autres plus expérimentés, et des services qui comprennent de l'aide au démarrage, à la planification, à des études de marché, etc. D'autres associations soutiennent les jeunes entrepreneurs dans des domaines spécialisés comme l'industrie du tourisme avec la Société du partenariat ontarien de marketing.

Cependant, des besoins ont été identifiés en ce qui a trait aux services aux entreprises. Des efforts doivent être faits pour développer les services en français aux entreprises (services d'aide, financement des entreprises, aide aux petites entreprises, services de formation, services pour accroître la valeur ajoutée) et, ensuite, optimiser l'accès et l'utilisation des services existants (mieux les faire connaître, assurer une meilleure coordination entre les services existants, guichet unique pour les services). Un besoin s'est exprimé pour améliorer l'image de la région afin qu'elle reflète mieux la réalité (les activités) économique de la région.

Planification

Il existe plusieurs initiatives de planification qui sont parfois sectorielles, comme dans le cas du secteur agricole ou des biotechnologies, ou qui ciblent un objectif stratégique, comme le développement de compétences ou l'intégration des nouveaux arrivants.

Plusieurs initiatives existent donc, mais il reste à savoir si elles s'intègrent dans une vision organisée du développement économique des francophones en Ontario. Le besoin de coordonner et de concerter les différentes initiatives se fait sentir. Certaines régions économiques semblent ne pas avoir de plan de développement stratégique.

Les secteurs de développement privilégiés sont l'économie du savoir et le tourisme (parfois en précisant éco-tourisme), qui sont d'ailleurs des secteurs ciblés par le RDÉE. Le secteur agricole est également un secteur visé. Certaines régions soulignent

l'importance de diversifier l'économie pour la rendre moins dépendante de l'économie des ressources. On mentionne le besoin de favoriser l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Les nouveaux arrivants semblent receler un potentiel qui a été compris par les acteurs économiques qui expriment le besoin de leur donner les conditions pour participer au développement économique. Des programmes de formation sont envisagés pour répondre aux besoins de la main-d'œuvre (allant de l'alphabétisation à des programmes techniques spécialisés, sans oublier les besoins des nouveaux arrivants). Les TIC sont envisagées pour rejoindre les populations en régions éloignées. La formation adaptée aux jeunes (incluant des stages et l'intégration en entreprise) est envisagée pour contrer la migration des jeunes.

Certains envisagent le développement de partenariats entre les acteurs économiques comme un moyen de contribuer au développement économique.

Quelques éléments spécifiques renvoyant à des caractéristiques économiques locales, sont envisagés pour contribuer au développement économique : le développement de l'infrastructure liée au transport et aux communications; l'amélioration de la productivité (modernisation) en entreprise, l'amélioration du secteur des services professionnels, les services d'entreposage et de distribution.

Défis des réseaux économiques

L'Ontario possède un espace économique composé de nombreux organismes à vocation économique. Un réseau de développement économique communautaire, un organisme dans le secteur coopératif, un regroupement de gens d'affaires, la chambre économique sont autant d'exemples d'organismes composant le tissu associatif à vocation économique. Les conditions sont là pour assurer une concertation accrue des acteurs économiques. Cependant, on peut noter une forte concentration des organismes dans la région d'Ottawa. Les autres régions ne sont toutefois pas complètement dépourvues d'organismes à vocation économique.

On mentionne le besoin de développer une vision de développement commune pour mieux coordonner les initiatives de développement et éviter le chevauchement des efforts. Les organismes pourraient favoriser l'incubation d'entreprises.

Réseaux économiques

La diversité des réseaux économiques de l'Ontario offre l'opportunité aux entrepreneurs francophones de multiplier les partenariats en vue de développer un projet ou d'obtenir du financement. Certaines associations d'affaires, notamment la Chambre économique de l'Ontario ou la Chambre de commerce de Hearst, agissent comme un réseau de contacts offrant des activités d'entrepreneuriat et assurant une certaine visibilité des entreprises francophones au sein de la communauté ontarienne. D'autres organismes, comme les SADC, fournissent en plus des activités de réseautage, des services de soutien technique,

des conseils financiers ou de planification stratégique. Bien que beaucoup d'organismes se concentrent dans la région d'Ottawa, ceux situés en région et aidant les PME jouent un rôle primordial. En effet, certains entrepreneurs francophones sont plus enclins à chercher de l'aide auprès d'organismes communautaires francophones à vocation économique dans leur région que d'organismes fédéraux centralisés dans des zones urbaines.

Sources de capitaux

Dans la région du Centre, les entrepreneurs francophones peuvent accéder à plusieurs sources de capitaux à différentes étapes de leur projet (démarrage, expansion, stabilisation). Les principales sources qui octroient du financement aux entreprises sont cependant concentrées autour des SADC appuyées par FedNor. Par exemple, la SADC de la région de Stormont, Dundas et Glengarry, octroie des fonds de capital et des fonds d'emprunt aux entreprises. Il y a 61 sociétés comme celle-ci réparties dans les collectivités ontariennes (24 situées dans le Nord de l'Ontario et 37 dans les régions rurales de l'Est et du Sud de la province). Les SADC sont appuyées par FedNor, un programme fédéral de développement des collectivités d'Industrie Canada. Les SADC proposent généralement une aide financière sous forme de prêts, de prêts garantis et de placements en actions. Elles ont des fonds d'investissements qu'elles gèrent localement. Comme dans les autres provinces, la Banque de développement du Canada (BDC) et Patrimoine canadien offrent du financement.

Centres de formation

Les principaux centres de formation en français que l'on retrouve dans la région du centre de l'Ontario s'adressent à des gens de différents niveaux de scolarité et dans des filières parfois très spécialisées. Ainsi, au niveau collégial, certains établissements offrent des formations en français tels que la Cité collégiale, le Collège Boréal ou encore le Collège d'Alfred de l'Université de Guelph. À titre d'exemple, ce dernier se tourne vers des formations en agro-alimentaire et en environnement pour répondre aux nouveaux besoins des industries dans ces domaines. Au niveau universitaire, l'Université d'Ottawa, l'Université Laurentienne et l'Université de Hearst offrent des moyens d'acquérir des connaissances en français pour développer sa propre entreprise. Enfin, d'autres programmes dispensent de la formation en français comme les écoles de langue, TFO (cours entre autres sur les entrepreneurs à domicile ou sur le développement local et immersion).

Potentiel de développement économique

L'Ontario possède de multiples atouts. Le tourisme est une de ses grandes forces (Niagara, Ottawa) à l'intérieur duquel se développe l'agrotourisme. Le secteur agricole et l'industrie vinicole sont aussi importants. D'autres secteurs comme l'industrie forestière,

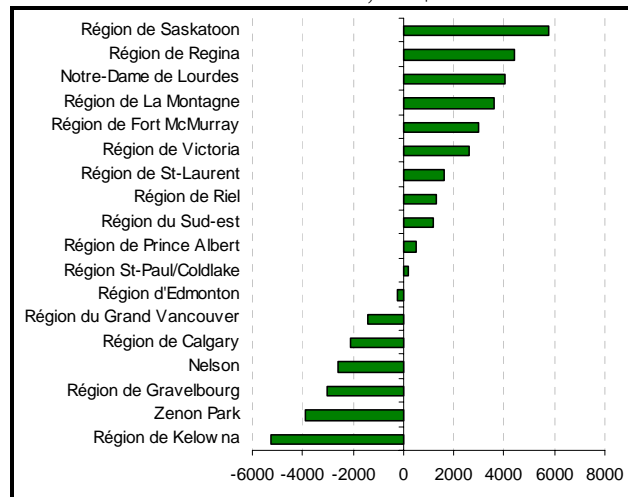
l'industrie sidérurgique (Algoma), l'automobile (Simcoe), la fabrication, les transports et les services participent avec force à l'économie de l'Ontario.

Ouest

Revenus moyens

L'écart entre le revenu moyen des francophones et celui des anglophones du bloc de l'Ouest est en moyenne de 830 \$ en faveur des francophones. Toutefois, la disparité est moins importante que dans le bloc de l'Atlantique où les écarts varient entre -8 000 et +13 000 \$. En effet, dans le cas du bloc de l'Ouest, la division où on trouve le plus grand écart de revenu en faveur des francophones est la région de Saskatoon en Saskatchewan avec 5 700 \$ et la division où on trouve le plus grand écart de revenu en faveur des anglophones est la région de Kelowna en Colombie-Britannique avec 5 300 \$

Graphique 33 Écarts de revenus entre francophones et anglophones
Divisions du bloc de l'Ouest, en \$



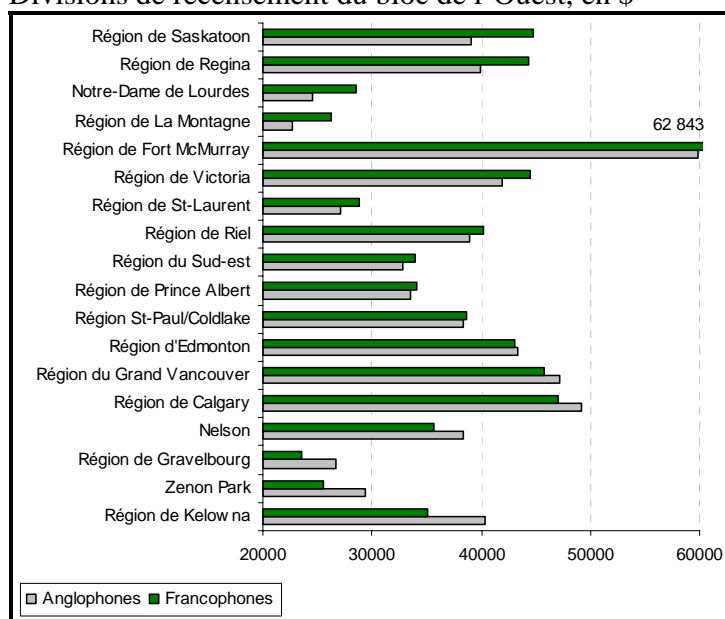
La population francophone du bloc de l'Ouest est très minoritaire. La région où la population francophone est la plus importante en proportion de la population totale est la division du Sud-Est au Manitoba, où la population francophone représente 15 p. 100 de la population totale. En moyenne, dans les 18 divisions composant le bloc de l'Ouest, la population francophone représente seulement 4,3 p. 100 de la population totale.

Les revenus fluctuent beaucoup entre les diverses régions qui composent le bloc de l'Ouest. Toutefois la variabilité touche autant les francophones que les anglophones. Le revenu moyen des francophones varie entre 23 600 et 62 800 \$ et celui des anglophones entre 22 600 et 59 900 \$. Il y donc un écart de près de 40 000 \$ entre le salaire moyen le plus élevé et le moins élevé. Ce résultat s'applique autant aux francophones qu'aux anglophones. Par contre, en observant le graphique 34, on remarque que les revenus moyens de la région de Fort McMurray en Alberta surpassent de loin ceux des autres régions. La deuxième région au revenu moyen le plus élevé dans le bloc de l'Ouest est la région de Calgary en Alberta avec 47 100 \$ pour les francophones et 49 200 \$ pour les anglophones, soit plus de 10 000 \$ de moins qu'à Fort McMurray. Les activités

économiques de cette région sont fortement concentrées dans l'extraction minière et pétrolière.

Rappelons que dans le bloc de l'Atlantique, le revenu moyen variait entre 23 600 et 56 600 \$ pour les francophones et entre 28 100 et 43 600 \$ pour les anglophones, soit des fluctuations de 33 000 \$ pour les francophones et 15 500 \$ pour les anglophones. Le bloc de l'Ontario est celui avec le moins de variabilité puisque l'écart entre le revenu moyen le plus élevé et le moins élevé ne dépasse pas 18 000 \$.

Graphique 34 Revenus moyens des francophones et des anglophones
Divisions de recensement du bloc de l'Ouest, en \$



Travailleurs et chômeurs

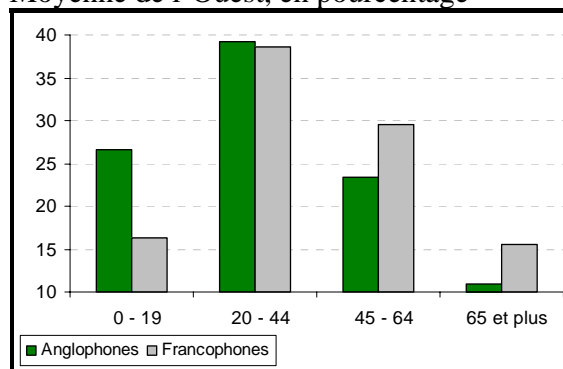
Le taux d'emploi moyen dans le bloc de l'Ouest s'établit à 87,2 p. 100 pour les anglophones et à 88 p. 100 pour les francophones. Le taux de chômage pour sa part est de 4,9 et de 5,5 p. 100 en moyenne chez les anglophones et les francophones respectivement.

Âge

Dans les blocs régionaux de l'Atlantique et de l'Ontario, nous avons observé que la population francophone est en général plus âgée que la population anglophone. Le bloc de l'Ouest est celui qui semble le plus affecté par cette divergence. En effet, seulement 16 p. 100 de la population francophone est âgée de 19 ans et moins dans le bloc de l'Ouest comparativement à plus de 21 p. 100 dans les autres blocs régionaux.

De plus, 45 p. 100 de la population francophone est âgée de plus de 45 ans comparativement à 41 p. 100 dans les autres blocs. La population anglophone, pour sa part, est beaucoup plus jeune alors que 26 p. 100 des anglophones sont âgés de 19 et moins et 34 p. 100 de plus de 45 ans. Si on calcule le ratio des 65 ans et plus sur les 19 ans et moins, nous avons des résultats de 0,41 pour les anglophones et de 0,95 pour les francophones. Cela montre que le vieillissement de la population touche davantage les francophones de l'Ouest que ceux des autres blocs régionaux.

Graphique 35 Population par tranche d'âge
Moyenne de l'Ouest, en pourcentage



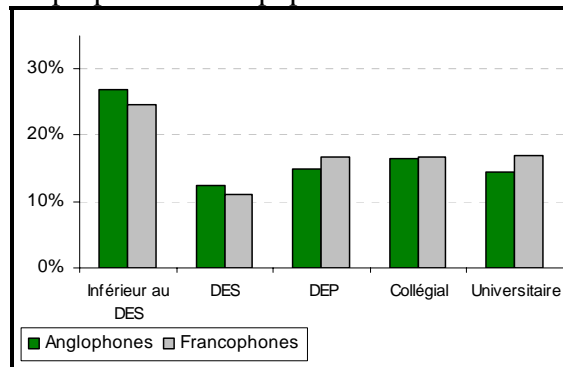
Scolarité

Population de 20-64 ans

Comparativement aux autres blocs régionaux, la population francophone âgée entre 20 et 64 ans du bloc de l'Ouest est plus scolarisée que la population anglophone. En effet, plus de francophones, en proportion, ont des diplômes professionnel, collégial ou universitaire. Par le fait même, plus d'anglophones n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou n'ont pas poursuivi leurs études au-delà. Néanmoins, indépendamment de la langue, plus de 25 p. 100 de la population de 20 à 64 ans du bloc de l'Ouest n'a pas de diplôme d'études secondaires.

Graphique 36 Taux de scolarité, plus haut niveau atteint, Ouest

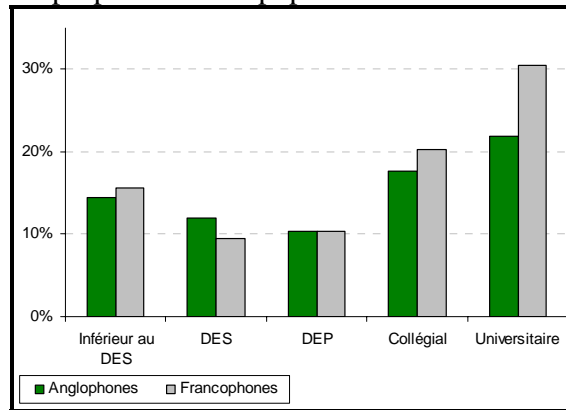
En proportion de la population de 20-64 ans ayant terminé ses études



Population de 20-34 ans

La situation est différente pour la population plus jeune où la majorité des personnes ont un diplôme soit universitaire ou collégial. En effet, plus de 30 p. 100 des francophones du bloc de l'Ouest ont un diplôme universitaire et 20 p. 100 un diplôme collégial. Le profil est semblable pour les anglophones mais un peu moins marqué : 22 p. 100 d'entre eux ont un diplôme universitaire et 18 p. 100 un diplôme collégial.

Graphique 37 Taux de scolarité, plus haut niveau atteint, Ouest
En proportion de la population de 20-34 ans ayant terminé ses études



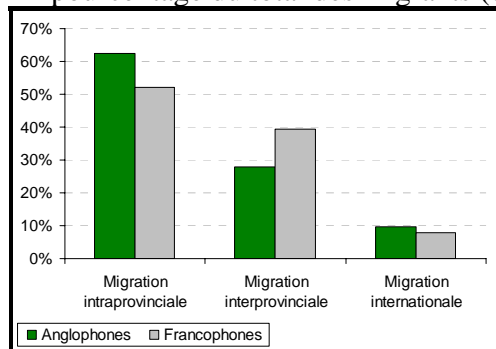
Population et migration

Les divisions du bloc de l'Ouest ont affiché une bonne croissance démographique estimée à 4,2 p. 100 entre 1991 et 1996. Cette croissance s'est poursuivie entre 1996 et 2001. À 2,9 p. 100 en moyenne, elle a surpassé celle des autres blocs régionaux. Toutefois, elle s'est concentrée en Alberta où elle affiche une croissance moyenne de 11,4 p. 100 comparativement à 4,3 p. 100 en Colombie-Britannique, 0,2 p. 100 au Manitoba et -2,3 p. 100 en Saskatchewan.

La population de migrants est importante dans le bloc de l'Ouest. En effet, 18 p. 100 des anglophones et 22 p. 100 des francophones étaient établis dans une autre région, une autre province ou un autre pays et ont migré dans les cinq années précédant le recensement. Ce résultat est comparable à celui du bloc de l'Ontario mais significativement plus élevé que celui du bloc de l'Atlantique qui s'établissait à 13 p. 100 pour les anglophones et à 16 p. 100 pour les francophones.

Graphique 38 Provenance des migrants

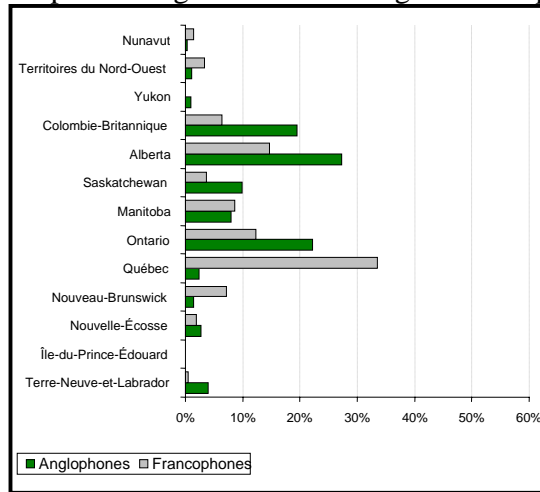
En pourcentage du total des migrants (cinq années précédentes)



La migration interprovinciale est très importante dans le bloc de Ouest. En effet, en moyenne, 40 p. 100 des migrants francophones viennent d'une autre province. De ce nombre, 34 p. 100 sont originaires du Québec, 33 p. 100 d'une autre province de l'Ouest et 12 p. 100 de l'Ontario. Pour les anglophones, la migration interprovinciale représente 28 p. 100 de la migration totale. De ce nombre, 65 p. 100 sont originaires d'une autre province de l'Ouest, principalement de l'Alberta (27 p. 100) et de la Colombie-Britannique (19 p. 100), et 22 p. 100 sont originaires de l'Ontario.

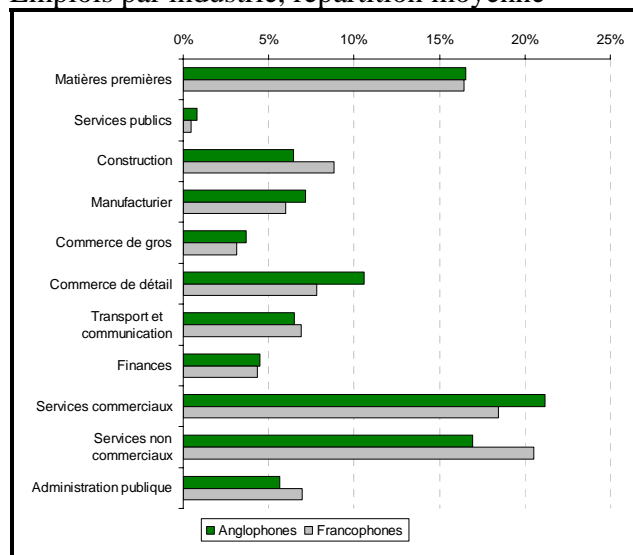
Graphique 39 Provenance des migrants interprovinciaux (cinq années précédentes)

En pourcentage du total des migrants interprovinciaux



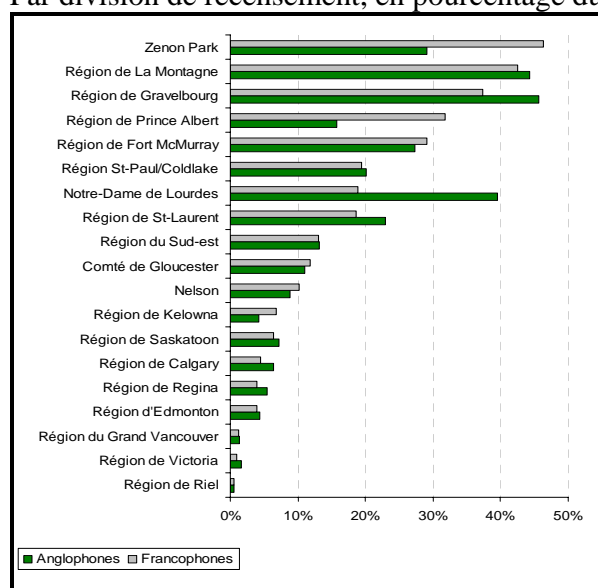
Structure industrielle

Graphique 40 Structure industrielle du bloc de l'Ouest
Emplois par industrie, répartition moyenne



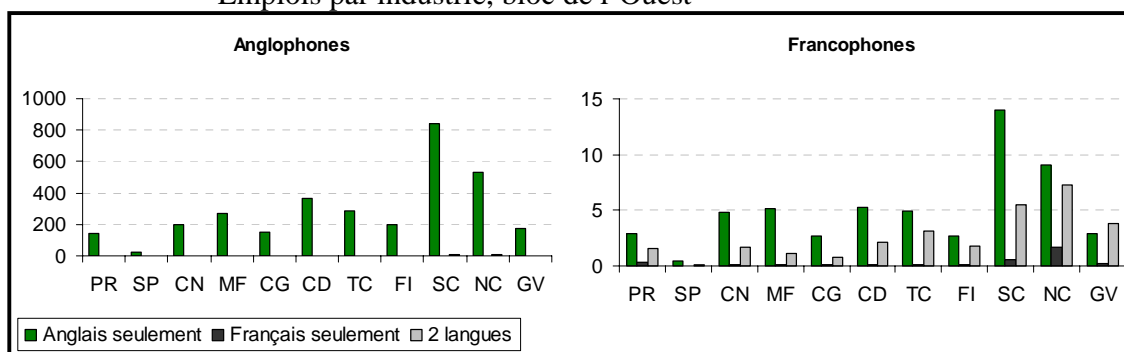
Le secteur des matières premières est très important alors qu'en moyenne, il fournit 17 p. 100 des emplois aux anglophones et aux francophones. Toutefois, la concentration du secteur des matières premières varie entre 0,6 p. 100 des emplois et plus de 45 p. 100 dépendamment des régions. Les autres secteurs importants pour l'économie sont les services commerciaux et non commerciaux. La répartition par industrie des francophones et des anglophones est semblable.

Graphique 41 Proportion des emplois dans l'industrie des matières premières
Par division de recensement, en pourcentage du nombre d'emplois total



Bilinguisme

Graphique 42 Langue principalement utilisée au travail
Emplois par industrie, bloc de l'Ouest



* Voir la légende en annexe

Comme dans les autres blocs, presque tous les anglophones n'utilisent que l'anglais au travail. Environ, 3,2 millions affirment travailler uniquement en anglais, 27 400 travaillent dans les deux langues et 1 100 travaillent uniquement en français.

Par contre, contrairement aux autres blocs régionaux, la majorité des francophones font de même. En effet, dans tous les secteurs de l'économie, à l'exception de l'administration publique, les francophones utilisent majoritairement l'anglais au travail.

Bien que les travailleurs francophones de l'administration publique utilisent majoritairement les deux langues, une bonne partie n'utilise que l'anglais. L'utilisation des deux langues est toutefois bien présente dans les secteurs des services non commerciaux, de la finance, des transports et de la communication. Et mis à part un petit nombre dans le secteur des services non commerciaux, très peu de travailleurs francophones n'utilisent que le français au travail. Au total, 54 800 francophones travaillent uniquement en anglais, 29 000 dans les deux langues et 3 500 uniquement en français.

Résultats de l'enquête

Main-d'œuvre

Selon les consultations menées auprès des entreprises et organismes communautaires, les diverses régions de l'Ouest connaissent des difficultés à recruter dans la plupart des domaines. Les défis liés à la main-d'œuvre touchent à des besoins de personnels qualifiés (secteur de l'énergie notamment) mais également pour le service à la clientèle. On a besoin de centres de formation professionnelle (métiers, tourisme, informatique, médias) qui permettraient de relever ces défis. On mentionne également des besoins de personnel parlant le français.

Toutefois, il semble que les difficultés de recrutement soient largement liées au fait que la croissance de la population n'est pas assez importante pour couvrir les besoins grandissants de main-d'œuvre. Les régions rurales sont confrontées à l'exode des jeunes vers les centres urbains offrant de meilleurs salaires. Ces régions rurales sont aussi souvent concentrées dans les métiers physiques, tels que l'agriculture, les mines et autres ressources primaires, des domaines qui ne semblent pas intéresser les jeunes travailleurs. En effet, ceux-ci optent plutôt pour des emplois professionnels.

Les bons salaires n'ont pas seulement des bons côtés. Tel qu'observé en Alberta, où les salaires sont parmi les plus élevés au pays, plusieurs jeunes abandonnent l'école pour aller travailler, car les salaires sont très attrayants même sans diplôme.

Démographie

Les défis démographiques varient selon les régions, car certaines d'entre elles ont des problèmes de croissance démographique insuffisante (comme Edmonton), d'autres (la plupart) souffrent de la migration vers les centres urbains. Ces régions éprouvent également de la difficulté à attirer de nouveaux arrivants.

Services aux entreprises

Dans l'Ouest canadien, les entrepreneurs francophones bénéficient d'un certain nombre de services de soutien technique pour démarrer leur entreprise ou des projets. C'est surtout le gouvernement fédéral qui appuie les projets d'entrepreneurship à travers ses programmes de Diversification économique de l'Ouest (DEO). Ces programmes sont assurés par 4 organisations francophones à vocation économique (OFVE) qui font partie du Réseau de service aux entreprises de l'Ouest canadien (RSEOC). Ces 4 organisations sont réparties dans chacune des 4 provinces de l'Ouest et offrent des services de démarrage aux entreprises (réseau d'incubation d'entreprises et de mentorat), des conseils concernant l'expansion d'une entreprise, l'exportation de produits ou encore la façon

d'obtenir du financement. Il s'agit du Conseil de développement économique des municipalités bilingues (CDEM), du Conseil de la coopération de la Saskatchewan, de la Chambre économique de l'Alberta et de la Société de développement économique de la Colombie-Britannique. Dans ces deux dernières provinces, il existe deux autres centres de services aux entreprises qui fonctionnent comme des centres de ressources d'informations premières à l'entrepreneuriat : Liaison Entreprise en Alberta et Petite Entreprise Colombie-Britannique.

Il reste que des besoins et des défis sont toujours présents dans le domaine des services offerts aux entreprises. Ils sont d'ailleurs assez semblables à ceux qui ont été identifiés dans les autres régions. Les voici :

- Besoin de services adaptés pour les petites entreprises,
- Besoin d'une meilleure accessibilité aux services (mieux les faire connaître, guichet unique), de développer ou d'améliorer les services dans certains domaines (marketing, financement, planification, succession),
- Besoin de développer les services en français.

Planification

Bon nombre de localités et de régions ont développé des plans de développement adaptés pour les francophones (plans municipaux, plans Visions). Les secteurs identifiés sont parfois ceux identifiés par le RDÉE : tourisme, économie du savoir, jeunes entrepreneurs et économie rurale (incluant l'agriculture).

Plusieurs moyens adoptés pour atteindre les objectifs de développement visent les jeunes afin de les intégrer au marché de l'emploi (formation, stages, mentorat) et plus particulièrement dans certains secteurs (économie du savoir), et de stimuler leur entrepreneurship. D'autres visent le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, le développement de l'infrastructure pour l'économie du savoir ou le transport, la revalorisation des secteurs agricole et touristique et le développement des capacités organisationnelles du milieu des affaires.

Il semble qu'on ait bien perçu le potentiel que représentent les nouveaux arrivants pour le développement économique et on souhaite mieux les intégrer au monde des affaires et au marché de l'emploi.

Défis des réseaux d'affaires

En général, le réseau d'affaires est moins développé dans l'Ouest que dans l'Est et le centre mais en outre, les provinces de l'Ouest présentent certaines disparités internes dans le développement de leurs réseaux d'affaires. S'il est peu développé en Colombie-Britannique et en Saskatchewan, il l'est davantage au Manitoba et en Alberta.

Chaque province possède au moins un organisme francophone à vocation économique. En Saskatchewan cependant, il s'agit d'organismes sectoriels (tourisme et coopération) et il n'y a pas d'associations d'affaires francophones.

Les réseaux économiques francophones de l'Ouest sont principalement soutenus par les programmes de DEO. Les quatre organisations francophones à vocation économique (OFVE) situées dans chacune des provinces constituent l'essentiel des associations d'affaires auxquelles s'ajoutent d'autres organisations comme la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface et les Entreprises Riel. Cela peut s'expliquer par le fait que la communauté franco-manitobaine représente la plus grande minorité francophone de l'Ouest canadien.

Sources de capitaux

Les entrepreneurs francophones de l'Ouest peuvent accéder à différentes sources de financement suivant leur projet ou leur secteur d'activité. Par l'intermédiaire des OFVE, ils peuvent obtenir des prêts aux entreprises axées sur le savoir et la croissance (technologie de pointe) et des prêts aux très petites entreprises situées à Vancouver, à Victoria, à Edmonton, à Regina, à Saskatoon ou à Winnipeg. La Colombie-Britannique bénéficie d'un programme supplémentaire permettant aux PME des industries traditionnelles d'avoir du capital de croissance. Comme dans les autres provinces canadiennes, les provinces de l'Ouest peuvent aussi avoir recours au financement de la Banque de développement du Canada (BDC). Au Manitoba, la Caisse va également faciliter le développement économique des francophones, notamment par son service de prêt aux entreprises.

Centres de formation

Dans l'Ouest, l'enseignement en français, y compris celui concernant la formation à l'entrepreneuriat, est principalement dispensé par la Faculté Saint-Jean (Alberta), le Collège universitaire de Saint-Boniface (Manitoba), l'École virtuelle (TIC) (Alberta) et Éducacentre (Colombie-Britannique). La Saskatchewan et son Service fransaskois de formation aux adultes (SEFFA) offrent un programme crédité, appelé L'Entrepreneurship et la petite entreprise, offert sur Internet, en partenariat avec le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB)-Dieppe. Par ailleurs, les réseaux d'affaire, par l'intermédiaire des sociétés de développement économique, offrent à leur manière de la formation dans leurs services d'aide aux entreprises (ateliers, mentorat) et leurs activités de réseautage. Par contre, ce type de formation n'est pas crédité.

Potentiel de développement économique

L'agriculture est une des grandes forces de l'Ouest. À elle s'ajoutent des secteurs connexes comme le transport et la fabrication (aliments, moutures de céréales, produits laitiers, produits de viande). L'industrie forestière et l'industrie pétrolière sont aussi

particulièrement développées. D'autres secteurs présentent un potentiel économique important comme l'exploitation des ressources naturelles : mines de diamants, charbon, eau (région de Gravelbourg, Saskatchewan). Certains secteurs économiques constituent une force spécifique à une région comme une centrale électrique (région de Gravelbourg, Saskatchewan), des bases militaires (région de Fort McMurray, Alberta; Esquimat, Colombie-Britannique), la construction de bateaux et de véhicules sous-marins (Vancouver), la production cinématographique (Vancouver, 3^e centre après New York et Los Angeles) et les biotechnologies (Vancouver). Enfin, d'autres secteurs participent à l'économie de l'Ouest comme le tourisme (très développé en Colombie-Britannique), le commerce de détail, la construction et l'industrie des services. Certains événements majeurs comme la tenue des Jeux Olympiques d'hiver en 2010 à Vancouver offrent un potentiel de développement intéressant.

Territoires

Résultats de l'enquête

Main-d'œuvre

Les défis liés à la main-d'œuvre viennent du manque de personnel qualifié (secteur de l'énergie notamment) mais aussi du service à la clientèle. On a besoin de centres de formation professionnelle (métiers, tourisme, informatique, médias) qui permettraient de relever ces défis. On mentionne également des besoins de personnel parlant le français.

Démographie

Au niveau démographique, le roulement de la population est très marqué. Les données montrent d'ailleurs des taux élevés de roulement chez les francophones nés en dehors des territoires (90 p. 100 au Nunavut, provenant majoritairement du Québec, 80 p. 100 au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest). La population est souvent assez scolarisée et nous pouvons penser que sa formation a été obtenue dans la province d'origine des migrants. Cela peut expliquer qu'on retrouve principalement les francophones dans le secteur des services. On constate aussi un exode des jeunes qui partent étudier, ce qui justifie les projets de formation à distance et les programmes d'intégration des jeunes aux entreprises.

Services aux entreprises

Pour démarrer une entreprise ou un projet, les entrepreneurs francophones peuvent aller chercher du soutien au Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDETNO), au Centre de services aux entreprises Canada-Yukon et à Défi Nunavut. Des agents économiques sur place aident les entrepreneurs, mais les portails Web de ces organismes renvoient aussi à des guides en ligne (démarrage, expansion, financement d'une entreprise) élaborés localement ou par d'autres organismes en lien avec le développement économique au Canada (Réseau Entreprise, Banque de développement du Canada, etc.).

Parmi les besoins identifiés, on demande de développer des programmes de formation pour répondre aux besoins des entreprises, de même que l'accès au financement et à une gamme de services-conseils et de services techniques en français pour les entreprises (aide à la planification, à la préparation de plans d'affaires, prévisions budgétaires, comptabilité). Une étude faite sur les entrepreneurs du Yukon montre que ces derniers souhaitent développer leurs compétences en marketing, en comptabilité et en financement (Bourbeau, 2003). Cette étude montre également un besoin de documentation sur des thèmes économiques précis.

Planification

Il y a un plan de développement stratégique franco-ténois, mais dans les autres territoires, il ne semble pas y avoir de planification spécifique pour le domaine économique. Le Nunavut n'a pas de plan stratégique en tant que tel, mais le Comité de développement économique communautaire (CODÉCO) appuyé par le RDÉE Nunavut prévoit former un groupe de travail qui participera au processus de développement communautaire⁹. On peut aussi avoir une idée des stratégies adoptées jusqu'à maintenant en consultant les réalisations rapportées sur le portail Web *Défi Nunavut* où se concentre l'information sur l'emploi et les affaires en français (guide touristique, formation à distance, etc.). Le Yukon n'affiche pas non plus de plan stratégique, bien que plusieurs rapports en ligne fassent état de l'économie et des besoins de cette région. Malgré cette absence de planification, on cible les secteurs de développement à prioriser. On parle de diversifier l'économie, en consolidant les secteurs du tourisme, de la pêche, de l'industrie minière, les services, etc. Pour y parvenir, on propose de développer de nouveaux marchés pour le tourisme, de miser sur les TIC pour combler certains besoins (favoriser le commerce électronique, développer la formation à distance), régler les problèmes sociaux dans les milieux ruraux, développer/améliorer la formation en français.

Réseaux d'affaires

On déplore l'absence de réseaux d'affaires francophones. La concertation se fait avec les agences gouvernementales, le RDÉE et les organismes communautaires francophones et quelques organismes à vocation économique anglophones. L'étude de Bourbeau (2003) montre que 29 p. 100 des entrepreneurs du Yukon s'associent à des réseaux d'affaires ou professionnels. On y observe que « les dîners d'affaires francophones et un regroupement d'affaires francophones sont les deux services de réseautage les plus demandés (37 p. 100 et 34 p. 100 respectivement). ».

Réseaux économiques

Les réseaux économiques francophones dans les territoires sont peu nombreux. Appuyés par le RDÉE et les différents paliers de gouvernements, on retrouve principalement le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDETNO), le Comité de développement économique communautaire (CODÉCO) au Nunavut et Défi Nunavut. Au Yukon, il n'y a pas d'autres associations d'affaires autres que celles du RDÉE-Yukon.

⁹ Site web de l'Association des francophones du Nunavut, www.nunafranc.ca/afn/actualite.html (consulté le 8 février 2007).

Sources de capitaux

Dans les Territoires, les entrepreneurs francophones peuvent obtenir du financement auprès de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest et auprès de Défi Nunavut (appuyé par RDÉE et CODECO). Les programmes fédéraux s'appliquant à toutes les provinces comme ceux de la Banque de développement du Canada sont aussi une source de financement additionnelle.

Centres de formation

Les formations en français sont principalement données par l'Association des francophones du Nunavut (cours de langue) et par le Service d'Orientation de Formation des Adultes (SOFA-Yukon). Pour des cours plus spécialisés, les entrepreneurs ou la main-d'œuvre doivent se déplacer dans d'autres provinces ou suivre des cours en ligne.

Potentiel de développement économique

Dans les territoires, c'est surtout l'industrie minière qui constitue une grande force économique. D'autres secteurs représentent aussi un certain potentiel comme le tourisme et la pêche commerciale. Par ailleurs, la croissance de la population a un effet d'entraînement sur le marché des services et de la construction.

Commentaires

Sur la base des observations décrites dans cette analyse, nous pouvons dégager quelques constats d'ordre général sur la situation des communautés francophones hors Québec.

De façon générale, les francophones ne sont pas désavantagés. Plusieurs indicateurs montrent qu'ils parviennent dans plusieurs régions à tirer leur épingle du jeu sur le plan économique. Ils bénéficient entre autres de l'avantage d'être bilingues dans une plus forte proportion que les anglophones. Nous observons que les anglophones ont un revenu moyen plus élevé dans les régions où ils sont minoritaires, suggérant ainsi la présence d'une prime au bilinguisme. Ainsi, la prime au bilinguisme pourrait expliquer les écarts de salaires favorables aux francophones.

De plus, la forte proportion d'anglophones dans certaines régions contribue à accentuer la prime au bilinguisme, car la proportion de francophones étant alors très faible, la main-d'œuvre bilingue se fait plus rare, ce qui en augmente la valeur.

Même si des ressources existent, l'insuffisance des possibilités de formations en français dans la plupart des régions contribue à « angliciser » le marché du travail. L'anglais est souvent la langue de travail utilisée par défaut. Outre les domaines où il faut servir les clients dans les deux langues, le français ne semble pas être utilisé fréquemment.

Le problème de l'exode des jeunes vers les grands centres urbains observé dans la majorité des régions rurales s'explique de plusieurs façons. Les salaires moyens des 14 régions comptant plus de 300 000 habitants sont en moyenne de plus de 45 000 \$ comparativement à 36 000 \$ dans les autres divisions. De plus, le taux de chômage moyen dans les grands centres est de 4,8 p. 100 comparativement à 9,4 p. 100 dans les plus petites régions. L'intérêt grandissant des jeunes pour les professions libérales les pousse également à migrer vers les villes qui offrent de meilleures perspectives dans ce genre de carrières.

L'étude démontre que la population francophone est en moyenne plus âgée que l'anglophone. Cela peut être le résultat de plusieurs facteurs. D'une part, en situation minoritaire, les parents qui ont une langue maternelle différente de la majorité peuvent être incités à éduquer leurs enfants en anglais étant donné la prédominance de l'anglais dans leur communauté. D'autre part, les jeunes francophones sont peut-être plus mobiles du fait qu'ils sont bilingues. Bien que le problème de vieillissement de la population n'affecte pas seulement les francophones, le fait qu'il y ait moins de francophones âgés de moins de 20 ans en proportion soulève une inquiétude sur l'avenir des communautés francophones hors Québec.

Somme toute, les francophones vivant dans les communautés hors Québec ne semblent pas désavantagés par la langue. Au contraire, ils tirent profit de cet avantage en s'adaptant à leur environnement en apprenant l'anglais. Leur apport économique est sans contredit important du fait qu'ils permettent aux entreprises d'offrir des services en

français aux clients le souhaitant, facilitant ainsi les échanges commerciaux et une meilleure relation avec la clientèle. De plus, les indicateurs semblent montrer la présence d'une prime au bilinguisme, signe que les employeurs sont prêts à déboursier afin de profiter de cet avantage.

Par contre, l'effet inverse pourrait bien frapper les populations francophones si l'utilisation du français à la maison et au travail diminue et que les prochaines générations sont principalement élevées en anglais. La vitalité du français pourrait en souffrir à long terme. C'est pourquoi des efforts continus doivent être faits pour assurer l'essor économique des entrepreneurs francophones qui utiliseront le français pour faire du commerce. Cela entretiendra le besoin de main-d'œuvre francophone dans les entreprises majoritairement anglophones qui souhaiteront offrir un service en français aux entrepreneurs, clients et/ou fournisseurs francophones.

Ainsi, il est important de consolider les services aux entreprises francophones, de favoriser la création de réseaux d'affaires francophones et de promouvoir la formation en français. De cette façon, les générations futures seront conscientes de l'atout que représente la connaissance du français, assurant ainsi la vitalité de la langue à plus long terme. La création de fonds de capitaux pour les entrepreneurs francophones serait également souhaitable afin d'encourager et de faciliter le démarrage d'entreprises par les francophones ayant initialement plus de difficulté du fait de la langue.

Références

Beaudin, Maurice, et Eric Forgues, *La migration des jeunes francophones en milieu rural, Rapport*, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, 2005, [www.umoncton.ca/icrml/publications_icrml.html].

Bourbeau, Pierre, Rapport de l'étude en développement économique, *Premier volet : Profil des entrepreneurs francophones et de leur entreprise, Analyse de leurs besoins et recommandations d'actions [en ligne]*, 2003, www.rdee-yukon.ca (consulté le 6 février 2007).

FFHQ, *Un espace économique à inventer*, Rapport du comité économique de la FFHQ, Ottawa, 1981.

LeBlanc, Patrice, et Marc Molgat (dir.), *La migration des jeunes. Aux frontières de l'espace et du temps*, PUL, Québec, 2004.

Vienneau, Jean-Guy, *Le développement économique et les communautés minoritaires francophones*, pour le Programme de contestation judiciaire du Canada, Winnipeg, 1999.

Références Internet

Sites web du RDÉE

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE), [en ligne] www.rdee.ca/ (consulté le 8 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE), Profils socio-économiques Terre-Neuve-et-Labrador, [en ligne] <http://www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=NL> (consulté le 8 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE), Profils socio-économiques Île-du-Prince-Édouard, [en ligne] www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=PE (consulté le 8 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE), Profils socio-économiques Nouvelle-Écosse, [en ligne] www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=NS (consulté le 8 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE), Profils socio-économiques Nouveau Brunswick, [en ligne] www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=NB (consulté le 8 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE),
Profils socio-économiques Ontario, [en ligne]
www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=ON (consulté le 10 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE),
Profils socio-économiques Manitoba, [en ligne]
www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=MB (consulté le 16 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE),
Profils socio-économiques Saskatchewan, [en ligne]
www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=SK (consulté le 16 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE),
Profils socio-économiques Alberta, [en ligne]
www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=AB (consulté le 16 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE),
Profils socio-économiques Colombie-Britannique, [en ligne]
www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=BC (consulté le 16 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE),
Profils socio-économiques Yukon, [en ligne]
www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=YK (consulté le 18 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE),
Profils socio-économiques Territoires-du-Nord-Ouest, [en ligne]
www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=NT (consulté le 18 janvier 2007).

Le réseau national de développement économique et d'employabilité (RDÉE),
Profils socio-économiques Nunavut, [en ligne]
www.rdee.ca/applications/rdee/province.cfm?province=NU (consulté le 18 janvier 2007).

Sites web de la FCFA

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), [en ligne] www.fcfa.ca/home/index.cfm (consulté le 22 janvier 2007).

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté acadienne du Nouveau Brunswick*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/94.pdf (consulté le 29 janvier 2007), 24p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté acadienne et francophone de la Nouvelle-Écosse*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/96.pdf (consulté le 29 janvier 2007), 22p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard* [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/109.pdf (consulté le 30 janvier 2007), 24p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté acadienne et francophone de Terre-Neuve-et-Labrador*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/104.pdf (consulté le 30 janvier 2007), 22p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté francophone de l'Ontario*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/100.pdf (consulté le 31 janvier 2007), 24p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté francophone du Manitoba*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/90.pdf (consulté le 31 janvier 2007), 22p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté francophone de la Saskatchewan*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/102.pdf (consulté le 1^{er} février 2007), 22p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté francophone de l'Alberta*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/85.pdf (consulté le 1^{er} février 2007), 20p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté francophone de la Colombie-Britannique*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/87.pdf (consulté le 2 février 2007), 22p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté francophone du Yukon*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/108.pdf (consulté le 2 février 2007), 24p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté francophone des Territoires du Nord-Ouest*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/106.pdf (consulté le 5 février 2007), 20p.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), *Profil de la communauté francophone du Nunavut*, [en ligne]
www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/98.pdf (consulté le 5 février 2007), 18p.

Sites web des sociétés de développement, réseaux d'affaires et centres de formation

Agence canadienne de développement international (ACDI), [en ligne]
www.acdivoca.org/acdivoca/acdiweb2.nsf/whoweare/quisommes-nous?opendocument
(consulté le 14 février 2007).

Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA), [en ligne] www.acoa.ca/f/fr/index.asp (consulté le 6 février 2007).

Association canadienne de développement économique (ACDE), [en ligne] www.edac.ca/html/shtmlFrench/edac_about.shtml (consulté le 14 février 2007)

Association des femmes francophones et acadiennes de l'Île du Prince-Édouard, [en ligne] www.afafipe.ca/AFAFIPE/index.cfm?id=1594& (consulté le 6 février 2007).

Association touristique de Clare, [en ligne] www.baiesaintemarie.com/tourism/index-fr.htm (consulté le 6 février 2007).

Association touristique Évangéline, [en ligne] www.regionevangeline.com/ (consulté le 6 février 2007).

Banque de développement du Canada (BDC), [en ligne] www.bdc.ca/fr/home.htm?cookie%5Ftest=1 (consulté le 14 février 2007).

Chambre de commerce de Baffin, [en ligne] www.nunanet.com/~brcc/ (consulté le 26 février 2007).

Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface, [en ligne] www.ccfsb.mb.ca/ (consulté le 20 février 2007).

Chambre de commerce de Clare, [en ligne] www.commerceclare.ca/fr/index.cfm, (consulté le 7 février 2007).

Chambre de commerce d'Edmundston, [en ligne] http://ccedmundston.com/chambre_fr.php (consulté le 8 février 2007).

Chambre de commerce d'Edmonton, [en ligne] www.edmontonchamber.com/ (consulté le 22 février 2007).

Chambre de commerce de Hearst, [en ligne] www.hearstcoc.com/ (consulté le 16 février 2007).

Chambre de commerce du Yukon, [en ligne] www.yukonchamber.com/ (consulté le 23 février 2007).

Chambre de commerce de Whitehorse, [en ligne] www.whitehorsechamber.com/ (consulté le 23 février 2007).

Chambre économique de l'Alberta, [en ligne] www.lacea.ab.ca/index2.html (consulté le 21 février 2007).

Chambre économique de l'Ontario, [en ligne] www.ceo-on.com/accueil.shtml (consulté le 16 février 2007).

Centre d'affaires régionales, [en ligne] www.cmhc-schl.gc.ca/fr/ (consulté le 21 février 2007).

Centre d'entreprise des femmes, [en ligne] www.wecm.ca/ (consulté le 20 février 2007).

Centre d'intégration, de formation et de développement économique, [en ligne] www.cifode.ca/fr/bienvenue.html (consulté le 13 février 2007).

Centre de développement et d'éducation en entrepreneuriat, [en ligne] www.ceed.info/ (consulté le 9 février 2007).

Centre de développement Venture, [en ligne] www.venturecentre.on.ca/ (consulté le 16 février 2007).

Centre de recherche et d'innovation d'Ottawa, [en ligne] www.ocri.ca/french/index.html (consulté le 13 février 2007).

Centre Jodrey, [en ligne] www.jodrey.com/fr/site/index.html (consulté le 6 février 2007).

Clé d'la Baie, [en ligne] www.lacle.ca/bienvenue.html (consulté le 15 février 2007).

Collège Boréal Welland, [en ligne] http://borealedu.borealc.on.ca/cileb/www/content/index.asp?lang=fr&pc_id=444&thread_id=320&thread_parent=320 (consulté le 15 février 2007).

Collèges communautaires du Nouveau-Brunswick (CCNB), [en ligne] www.ccnb.nb.ca/ (consulté le 7 février 2007).

Collège d'Alfred de l'Université de Guelph, [en ligne] www.alfredc.uoguelph.ca/Plone/login_form (consulté le 12 février 2007).

Collège universitaire de Saint-Boniface, [en ligne] www.ustboniface.mb.ca/ (consulté le 20 février 2007).

Comité de développement économique communautaire (CODECO), [en ligne] www.definunavut.com/definunavut/nous.html (consulté le 26 février 2007).

Conseil communautaire du Grand-Havre, [en ligne] www.centrecommunautaire.com/grand_havre/index.cfm (consulté le 7 février 2007).

Conseil de la coopération de l'Ontario, [en ligne] http://cco.coop/index.cfm?Repertoire_No=966358901&Voir=corporatif (consulté le 12 février 2007).

Conseil de la coopération de la Saskatchewan, [en ligne] <http://ccs.cronustech.com/portal.jsp?SID=745321&context=DOCUMENT&doc=522&ver=300&sec=1> (consulté le 21 février 2007).

Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse, [en ligne] www.cdene.ns.ca/ (consulté le 6 février 2007).

Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), [en ligne] www.cdem.com/francais/ (consulté le 20 février 2007).

Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest, [en ligne] <http://cdetno.com/> (consulté le 26 février 2007).

Conseil de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre de Niagara, [en ligne] www.ntab.org/index_f.php (consulté le 15 février 2007).

Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC), [en ligne] www.cbdc.ca/index.php?lang=1 (consulté le 7 février 2007).

Corporation de développement économique régionale Nord-Aski, [en ligne] www.nordaski.com/frame1f.html (consulté le 16 février 2007).

Club 2000 Niagara, [en ligne] www.club2000niagara.com/, (consulté le 14 février 2007).

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, [en ligne] www.deo.gc.ca/ (consulté le 20 février 2007).

Défi Nunavut, [en ligne] www.definunavut.com/definunavut/ (consulté le 23 février 2007).

Éducentre, [en ligne] www.educacentre.com/ (consulté le 20 février 2007).

Entreprise Chaleur, [en ligne] www.entreprisechaleur.com/indexf.asp (consulté le 7 février 2007).

Entreprise Kent, [en ligne] www.ent-kent.ca/francaise/ (consulté le 7 février 2007).

Entreprise Madawaska, [en ligne] www.edmundston.ca/entmad/ (consulté le 8 février 2007).

Entreprise Restigouche, [en ligne] www.restigouche.ca/Fr/index.cfm (consulté le 8 février 2007).

Entreprises Riel, [en ligne] www.entreprisesriel.com/ (consulté le 20 février 2007).

FedNor, [en ligne] <http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/fednor-fednor.nsf/fr/Home> (consulté le 16 février 2007).

Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, [en ligne] www.federationacadienne.ca/fane/index.cfm (consulté le 7 février 2007).

Fondation de l'Innovation du Nouveau-Brunswick (FINB), [en ligne] www.finb.ca/ (consulté le 8 février 2007).

Liaison Entreprise, [en ligne] www.rcsec.org/alberta/main.cfm, (consulté le 21 février 2007).

Ministère des Entreprises du Nouveau-Brunswick, [en ligne] www.gnb.ca/0398/index-f.asp (consulté le 7 février 2007).

Ministère du patrimoine canadien, [en ligne] www.pch.gc.ca/index_f.cfm (consulté le 6 février 2007).

Municipalité de Clare, [en ligne] www.baiesaintemarie.com/municipality/fr/prefet.htm (consulté le 6 février 2007).

Niagara Economic Development Corporation, [en ligne] www.niagaracanada.com/ (consulté le 15 février 2007).

Open for Business, [en ligne] www.ceed.info/ofb/?lan=fr (consulté le 7 février 2007).

Petite Entreprise Colombie-Britannique, [en ligne] www.smallbusinessbc.ca/fr/ (consulté le 20 février 2007).

Programme d'entrepreneurship régional, communautaire et économique (PERCÉ), [en ligne] www.apeca.ca/f/media/press/press.shtml?2843 (consulté le 6 février 2007).

RDÉE Yukon, [en ligne] www.rdee-yukon.ca/ (consulté le 23 février 2007).

Regional Economic Development Authorities (REDAs), [en ligne] www.ir.gov.sk.ca/Default.aspx?DN=2973,2970,2936,Documents (consulté le 21 février 2007).

Regroupement des gens d'affaires (RGA), [en ligne] www.rga.ca/index.asp (consulté le 13 février 2007).

Réseau de développement économique et communautaire (DÉC) d'Ottawa, [en ligne] www.ceed-dec-ott.net/french/index_fre.html (consulté le 12 février 2007).

Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC), [en ligne] www.rhdsc.gc.ca/fr/accueil.shtml (consulté le 6 février 2007).

Sault Ste-Marie Economic Development Corporation, [en ligne] www.sault-canada.com/ (consulté le 16 février 2007).

Sault Ste-Marie Innovation Centre, [en ligne], www.ssmic.com/index.asp (consulté le 16 février 2007).

Sault Ste-Marie Chamber of Commerce, [en ligne], www.ssmcoc.com/ (consulté le 16 février 2007).

Service francsaskois de formation aux adultes (SEFFA), [en ligne], www.seffa.sk.ca/ (consulté le 21 février 2007).

Service de formation et d'éducation aux adultes, (SOFA-Yukon), [en ligne], www.sofayukon.com/ (consulté le 23 février 2007).

Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de Stormont, Dundas et Glengarry (SDG), [en ligne] www.sdgcde.on.ca/francais.htm (consulté le 12 février 2007).

Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de North Simcoe, [en ligne] www.nscfdc.on.ca/ (consulté le 15 février 2007).

Société d'aide au développement des collectivités (SADC) Algoma Est, [en ligne] www.eastalgomacfdc.ca/Francais/index.php, (consulté le 16 février 2007).

Société de développement de la Baie acadienne, [en ligne] www.sdbaie.ca/ (consulté le 6 février 2007).

Société de développement du centre des affaires d'Edmundston, [en ligne] www.edmundstoncentreville.com/accueil.php (consulté le 8 février 2007).

Société de développement économique de la Colombie-Britannique, [en ligne] www.sdecb.com/ (consulté le 22 février 2007).

Société de développement régional, [en ligne] www.gnb.ca/0096/index-f.asp (consulté le 9 février 2007).

Société du partenariat ontarien de marketing touristique, [en ligne] www.tourismpartners.com/TcisCtrl?site=partners&key1=home&language=FR (consulté le 16 février 2007).

Société Saint-Thomas d'Aquin, [en ligne] www.ssta.org/ssta/index.cfm (consulté le 6 février 2007).

Société éducative de l'Alberta, [en ligne] <http://sea.virtuelle.ca/francais/index.html>(consulté le 22 février 2007).

South West Shore Development Authority, [en ligne] www.swsda.com/ (consulté le 6 février 2007).

Timmins Chamber of Commerce, [en ligne] www.timminschamber.on.ca/ (consulté le 16 février 2007).

Timmins Economic Development Corporation, [en ligne]
www.timminsedc.com/french/index.html (consulté le 16 février 2007).

Université de l'Alberta, Campus Saint-Jean, [en ligne] www.fsj.ualberta.ca/ (consulté le 22 février 2007).

Université de Hearst, [en ligne] www.univhearst.edu/ (consulté le 16 février 2007).

Université Laurentienne, [en ligne]
www.laurentienne.ca/Laurentian/Home/Laurentian+Homepage.htm?Laurentian_Lang=fr-CA (consulté le 16 février 2007).

Université de Moncton, [en ligne] www.umoncton.ca/ (consulté le 9 février 2007).

Annexes

Liste des comtés étudiés par bloc régional et province

Provinces	Divisions de recensement
Terre-Neuve-et-Labrador	Péninsule de Port-au-Port
Île-du-Prince-Édouard	Comté de Prince
Nouvelle-Écosse	Comté de Digby Comté de Halifax
Nouveau-Brunswick	Comté de Kent Comté de Madawaska Comté de Restigouche Comté de Gloucester
Ontario	Stormont, Dundas et Glengarry Ottawa Niagara Simcoe Cochrane Algoma
Manitoba	Région du Sud-Est Région de La Montagne
Saskatchewan	Région de Prince Albert Région de Gravelbourg
Alberta	Région d'Edmonton Saint-Paul/Coldlake
Colombie-Britannique	Grand Vancouver Victoria
Territoires	Yukon Nunavut Territoires du Nord-Ouest

Recension des réseaux économiques des blocs régionaux et des provinces

Provinces/territoires	Nom réseaux/associations	Mission/objectif	Langue
T.-N.-L.	RDÉE-TNL/volet économique de la Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador	Mettre à la disposition des personnes, des entreprises et des organismes locaux, une variété de services pour stimuler le développement économique des francophones	Français
	Francoboutique	Créée avec RDÉE TNL et d'autres provinces : vente de produits d'entrepreneurs francophones sur le web	Français, anglais, espagnol
Î.-P.-É.	Société de développement de la Baie acadienne	Organisme délégué du RDÉE qui s'occupe de la supervision de la gestion (demandes de financement)	Français
	RDÉE-ÎPÉ	Mettre à la disposition des personnes, des entreprises et des organismes locaux, une variété de services pour stimuler le développement économique des francophones (« point d'entrée »)	Français
	Association touristique Évangéline	Promouvoir les attractions touristiques locales Portail web	Bilingue
N.-É.	Centre Jodrey	Centre universitaire bilingue en milieu rural qui offre des services aux entreprises (co-organise des soirées d'entrepreneurship)	Bilingue
	Association touristique de Clare	Promouvoir les attractions touristiques de la région Portail web	Bilingue
	South West Shore Development Authority	Fondée au milieu des années 1990, subventionnée par les 3 paliers de gouvernement. But : accroître le développement économique de Shelburne, Yarmouth et Clare	Anglais
	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse	Fondé en 1999. Aide surtout les entreprises acadiennes et francophones à s'établir. But : améliorer le bien-être économique des francophones et des Acadiens.	Français
	CBDC	Aide aux petites et moyennes entreprises	Bilingue
	Agence de promotion économique du Canada Atlantique	Agence fédérale. But : améliorer l'économie de diverses collectivités	Bilingue
	Chambre de commerce de Clare	Fondée il y a plus de 50 ans. Compte une centaine de membres. Mandat : « Promouvoir et encourager le développement économique des industries existantes ainsi que des entreprises nouvelles »	Bilingue

	Chambre de commerce de Halifax		Anglais
--	--------------------------------	--	---------

Provinces territoires	Nom réseaux/ associations	Mission/objectif	Langue
N.-É. (suite)	Le Centre de développement et d'éducation en entrepreneuriat et son programme Open for Business	Aide à lancer des entreprises, activités de réseautage, ateliers, financement	Bilingue
N.-B.	CBDC	Aide aux petites et moyennes entreprises	Bilingue
	L'Entreprise Kent	Fondée en 1974. Mandat : « Stimuler le développement économique de cette région »	Bilingue
	L'Entreprise Chaleur	Aide pour démarrer une entreprise ou un projet d'expansion	Bilingue
	Agence de promotion économique du Canada Atlantique	Agence fédérale. But : améliorer l'économie de diverses collectivités	Bilingue
	L'Entreprise Madawaska	Agence de développement économique communautaire du N.-B. Mandat : « Maintenir les emplois et stimuler l'implantation de nouvelles entreprises. »	Bilingue
	L'Entreprise Région Grand-Sault	Membre du Réseau Entreprise du N.-B. Aide technique et conseil Information sur le marché et l'économie	Bilingue
	Chambre de commerce d'Edmundston	Fondée en 1907. But : «Fournir des liens pour impliquer les gens d'affaires aux niveaux régional, provincial, national et international»	Bilingue
	Société de développement du centre des affaires d'Edmundston	«Promouvoir le centre-ville comme pôle régional de commerces et de services»	Bilingue
	L'Entreprise Restigouche	Donner des conseils pour le démarrage d'entreprises	Bilingue
	Centre d'entrepreneurship du Restigouche Inc.	Open for business : sensibilisation, aide conseil et formation à l'entrepreneurship	Bilingue
	La Société de développement régional	Organisme provincial offrant des programmes pour le développement économique	Français
Ontario	La Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de SDG	Agence de développement privée à but non lucratif qui aide au démarrage d'entreprises et des projets d'expansion. Mandat : « Promouvoir et soutenir le développement et l'activité économique de la région »	Bilingue

Provinces territoires	Nom réseaux/ associations	Mission/objectif	Langue
Ontario (suite)	L'Union des cultivateurs franco-ontariens	Regrouper les cultivateurs, défendre leurs intérêts, les informer, appuyer les projets agricoles et favoriser le développement agricole.	Français
	Le Conseil de la Coopération de l'Ontario	« Carrefour des coopératives francophones de l'Ontario, favorisant leur développement ». Donne du service technique.	Français
	Le Réseau de développement économique communautaire (DEC) d'Ottawa	« Initiative sans but lucratif conçue pour stimuler le développement économique communautaire dans la région d'Ottawa ». Mandat : « diriger et coordonner les efforts visant à sensibiliser le public à propos du DEC ».	Bilingue
	L'Institut Valor	Aide-conseil et technique et formation en gestion	Bilingue
	Le Regroupement des gens d'affaires (RGA)	Fondé en 1984. Permet le réseautage et offre des outils pour aider les entrepreneurs à promouvoir leur entreprise auprès de la communauté francophone (occasion de visibilité)	Français
	Le RDÉE	Mettre à la disposition des personnes, des entreprises et des organismes locaux, une variété de services pour stimuler le développement économique des francophones	Français
	L'Association canadienne de développement économique (ACDE)	Fondée en 1968. Mandat : « Améliorer la compétence professionnelle, faire avancer le développement économique en tant que profession et contribuer au mieux-être des Canadiens (création de partenariats...) ».	Bilingue
	L'Association de développement international	Basée aux États-Unis. « Identifie et ouvre aux agriculteurs et autres entrepreneurs du monde entier des perspectives économiques en soutenant les principes démocratiques et la libéralisation du marché, en créant des partenariats coopératifs internationaux et en encourageant une gestion saine des ressources naturelles ».	Bilingue
	Club Niagara 2000	Encourager le développement économique de la communauté francophone de la région du Niagara (services, conseils techniques)	Français
	Niagara Economic Development Corporation	Organisme sans but lucratif. Mandat : promouvoir les investissements pour le développement économique de la région	Anglais
	Chambre économique de l'Ontario	Fondée en 1990. « Valoriser le monde des affaires et promouvoir les intérêts économiques des Franco-Ontariens ». « Rassembler et mobiliser les forces économiques de l'Ontario français. »	Bilingue

Provinces territoires	Nom réseaux/ associations	Mission/objectif	Langue
Ontario (suite)	North Simcoe Business Development Centre	Société d'aide au développement des collectivités. Mandat : « Permettre aux PME d'accéder aux services et aux capitaux dont elles ont besoin. Contribuer à la croissance économique et à la croissance des emplois de cette communauté à l'aide d'initiatives à long terme de planification et de développement économique commun. »	Bilingue
	Office des Affaires Francophones de l'Ontario	« Aider les francophones, en tant que membres à part entière de la communauté ontarienne, à s'épanouir et à sauvegarder leur langue dans le respect de la diversité culturelle. » « Aider les ministères et les organismes gouvernementaux à comprendre la communauté francophone et à entretenir des relations avec elle ainsi qu'à développer des services en français et à en assurer la prestation. »	Bilingue
	La Corporation de développement économique régionale Nord-Aski	Organisme à but non lucratif. Mandat : « Prévoir, superviser, coordonner et faciliter le développement économique communautaire en partenariat avec les autres intervenants communautaires en promouvant [sic] l'utilisation de toutes les ressources disponibles » dans les régions Nord-Aski.	Bilingue
	Le Centre de développement (Venture Centre)	Société d'aide au développement des collectivités	Bilingue
	Chambre de commerce de Hearst	Organisme à but non lucratif. « Voix de la communauté commerciale industrielle et professionnelle de la région. Elle travaille à la propriété économique de la région. »	Bilingue
	Timmins Chamber of Commerce	Agit comme un catalyseur pour favoriser un climat positif des affaires (conseils, réseautage)	Anglais
	Timmins Economic Development Corporation	« Favoriser la qualité de la vie par le développement économique. » Attirer de nouvelles initiatives commerciales et communautaires pour Timmins. « Offrant des services bilingues, elle se veut un centre multiservices de renseignements commerciaux pour les entreprises et les industries. Elle joue un rôle catalyseur face aux initiatives de développement économique pour la municipalité s'efforçant de servir de véritable agent d'attraction de développement et de soutien pour ces entreprises qui, en retour, contribuent au bien-être économique, social et général de la collectivité. »	Bilingue

Provinces territoires	Nom réseaux/ associations	Mission/objectif	Langue
Ontario (suite)	FedNor	Organisme de développement régional fédéral de l'Ontario. Mandat : « Aider à créer un milieu dans lequel les collectivités peuvent prospérer (...) ».	Bilingue
	Elliot Lake and North Shore (ELNOS) Corporation for Business Development	Améliorer la prospérité à long terme dans la région en aidant les entreprises à créer et à maintenir des emplois	Anglais
	Sault Ste. Marie Economic Development Corporation	Premier point d'arrêt pour les entreprises qui cherchent de l'information dans la région	Anglais
	Sault Ste. Marie Innovation Centre	Centre offrant des conseils et un service d'incubation d'entreprises	Anglais
	Sault Ste. Marie Chamber of Commerce	Regroupement de gens d'affaires et activités de réseautage	Anglais
	Community Development Corporation of Sault Ste. Marie and area	Organisation sans but lucratif fondée en 1995. Offre des conseils aux petites entreprises	Anglais
	Ontario Tourism Marketing Partnership Corporation (OTMPC)	Société du Partenariat ontarien en marketing touristique. Réunit les gens de l'industrie touristique. « Source précieuse de nouvelles sur l'industrie du tourisme, de possibilités, de promotion, de renseignements sur la recherche et de ressources »	Bilingue
Manitoba	Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface	Mandat : « Représenter, promouvoir et protéger les intérêts de ses membres »	Français
	Centre d'entreprise des femmes	Donne des informations et conseils, améliore les compétences et obtient du financement pour les femmes en affaires (PME)	Anglais
	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)	« Encourager, stimuler et organiser le développement économique des municipalités bilingues »	Bilingue
	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO)	« Promouvoir le développement et la diversification économique de l'Ouest et faire valoir les intérêts de cette région dans la politique économique canadienne. »	Bilingue

Provinces territoires	Nom réseaux/ associations	Mission/objectif	Langue
Saskatchewan	Conseil de Coopération de la Saskatchewan (CCS)	Mandat : « Appuyer le développement et l'épanouissement économique de la communauté fransaskoise en soutenant la création d'entreprises et coopératives et de partenariats et de réseaux. » (Ressources pour le commerce électronique)	Bilingue
	Women Entrepreneurs of Saskatchewan Inc.	Aide les femmes d'affaires à démarrer leur entreprise ou à la consolider.	Anglais
	Newsask Community Futures Development Corporation	Offre des services techniques. Mandat : Être un leader dans la région concernant la création d'emplois à travers l'appui à la création ou à l'expansion d'entreprises. »	Anglais
	Ventures Community Futures Development Corporation (associé à DEO)	Aide au développement d'entreprises et au développement communautaire. Programme d'aide financière.	Anglais
	Regional Economic Development Authorities	Créer des partenariats pour favoriser le développement économique dans la région	Anglais
Alberta	Chambre de commerce d'Edmonton	Regroupement des gens d'affaires de la région d'Edmonton	Anglais
	Chambre économique de l'Alberta	Regroupement des gens d'affaires de la province (activités de réseautage, information)	Bilingue
	Liaison Entreprise	Organisme fédéral et provincial. Première source d'informations sur l'entrepreneuriat en Alberta	Bilingue
	DEO	« Promouvoir le développement et la diversification économique de l'Ouest et faire valoir les intérêts de cette région dans la politique économique canadienne. »	Bilingue
	Alberta Community Development	Faciliter le développement de l'industrie touristique Organisme provincial	Anglais
C.-B.	Société de développement économique de la Colombie Britannique	« Représente les intérêts du secteur économique de la communauté francophone en favorisant l'épanouissement du milieu des affaires, en valorisant l'entrepreneuriat chez les francophones et en assurant la diffusion de l'information à caractère économique auprès de la communauté francophone. »	Français
	Petite Entreprise Colombie-Britannique	Depuis 2002, principal centre de ressources en C.-B. pour tous les services et l'information dans le domaine des affaires.	Bilingue
	DEO	« Promouvoir le développement et la diversification économique de l'Ouest et faire valoir les intérêts de cette région dans la politique économique canadienne. »	Bilingue

Provinces territoires	Nom réseaux/ associations	Mission/objectif	Langue
C.-B. (suite)	Greater Victoria Chamber of Commerce	Voix des gens d'affaires de la région du Grand Victoria	Anglais
Yukon	RDÉE-Yukon	Mettre à la disposition des personnes, des entreprises et des organismes locaux, une variété de services pour stimuler le développement économique des francophones	Français
	Chambre de commerce de Whitehorse	Voix collective des gens d'affaires de Whitehorse	Anglais
	Chambre de commerce du Yukon	Voix collective des gens d'affaires du Yukon	Anglais
T.N.-O.	Conseil de développement économique des T.N.-O. (CDETNO)	Fondé en 2003. Mission : « Promouvoir, stimuler et appuyer le développement économique chez les francophones et les francophiles des T.N.-O. »	Français
Nunavut	Chambre de commerce d'Iqaluit	Représente les gens d'affaires d'Iqaluit	Anglais
	Chambre de commerce de Baffin	Existe depuis 1987. Voix des gens d'affaires de la région du Baffin	Anglais
	Défi Nunavut et CODÉCO	Comité de développement économique communautaire fondé en avril 2005. Mandat : « Impliquer les acteurs du développement économique dans croissance de leur communauté. »	Français
	RDÉE Nunavut	Mettre à la disposition des personnes, des entreprises et des organismes locaux, une variété de services pour stimuler le développement économique des francophones.	Français
	Nunavut Economic Development Association	Mettre en lien et aider les acteurs du développement économique du Nunavut.	Anglais

Recension des sources de capitaux et des services de soutien technique à l'intention des entreprises francophones

ATLANTIQUE

Provinces	Nom organisme	Catégorie d'organisme	Type d'aide aux entrepreneurs ou futurs entrepreneurs	Langue de service
T.-N.-L.	Port-au-Port Economic Development Association (PAPEDA)	Association	Aide-conseil et aide technique	Anglais Site en construction pour le français
	Programmes du RHDC	Fédéral	Aide-conseil et aide technique, formation, aide financière	Bilingue
	RDÉE-TNL	Fédéral (local)	Aide-conseil, aide technique, formation	Français
	Association régionale de la Côte-Ouest	Association	? non accessible	
	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APÉCA)	Fédéral	Aide-conseil, aide technique, formation, aide financière	Bilingue
	Patrimoine canadien	Fédéral	Aide-conseil, aide technique, formation, aide financière	Bilingue
Î.-P.-É.	Chambre de commerce acadienne et francophone de l'IPE	Provincial	Séminaires et conférences	Français
	Programme d'entrepreneurship régional, communautaire et économique (PERCÉ) (fait partie de l'APECA)	Fédéral	Aide-conseil, aide technique, formation, aide financière	Bilingue
	Société de développement de la Baie acadienne (organisme délégué du RDÉE)	Fédéral (local)	Aide-conseil et aide technique, formation, aide matérielle	Français
	RDÉE de l'Î.-P.-É.	Fédéral (local)	Aide-conseil, aide technique, formation	Français
	Société éducative de	Association	Formation	Français

	I.Î.-P.-É.			
	Société Saint-Thomas d'Aquin	Association	Aide-conseil, formation et aide financière aux étudiants	Français
NE	Centre Jodrey	Provincial	Aide-conseil et aide technique, formation	Bilingue
	CBDC	Fédéral (local)	Aide-conseil et aide financière	Bilingue
	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APÉCA)	Fédéral	Aide-conseil, aide technique, formation, aide financière	Bilingue
	Conseil de développement de la N.-É.	Provincial	Aide-conseil et aide technique	Français
	Chambre de Commerce de Clare	Association	Aide-conseil et aide technique	Bilingue
	Chambre de commerce francophone de Halifax	Association	Aide-conseil et aide technique	Français
N.-B.	CBDC ADEL-Kent-LEDA Inc.			Bilingue
	L'Entreprise Kent	Provincial	Aide-conseil et aide technique	Bilingue
	L'Entreprise Chaleur	Provincial	Aide-conseil et aide technique	Bilingue
	Banque de développement du Canada (BDC)	Fédéral	Aide financière	Bilingue
	APÉCA	Fédéral	Aide-conseil, aide technique, formation, aide financière	Bilingue
	L'Entreprise Madawaska	Provincial	Aide-conseil et aide technique, «financement»	Bilingue
	Entreprise Région Grand-Sault	Provincial	Aide-conseil, aide technique	Bilingue
	Chambre de commerce d'Edmundston	Association	Aide-conseil (réseautage)	Bilingue
	Société de développement du centre des affaires d'Edmundston	Association	Aide-conseil	Bilingue
	La fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)	Provincial	Aide financière	Bilingue
	Entreprise Restigouche	Provincial	Aide-conseil et aide	Bilingue

			technique	
	Centre d'entrepreneurship du Restigouche Inc. (Nouveau nom de « Open for Business »)	Association	Aide-conseil, aide technique et aide financière	Bilingue
	Entreprise Péninsule	Provincial	Aide-conseil	Bilingue

Provinces	Nom organisme	Catégorie d'organisme	Type d'aide aux entrepreneurs ou futurs entrepreneurs	Langue de service
N.-B. (suite)	Société de développement régional	Provincial	Aide-conseil, aide financière	Bilingue
	Corporations au bénéfice du service communautaire (CBDC)	Provincial	Aide-conseil, aide technique et financière	Bilingue

CENTRE

Provinces	Nom organisme	Catégorie d'organisme	Type d'aide aux entrepreneurs ou futurs entrepreneurs	Langue de service
Ontario	La Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de SDG	Association	Aide financière, Aide-conseil	Bilingue
	L'Union des cultivateurs franco-ontariens	Association	Soutien économique, aide-conseil et technique	Français
	Le Conseil de la Coopération de l'Ontario (CCO)	Association	Aide technique	Bilingue
	Le RDÉE-Ontario	Fédéral	Aide-conseil, technique, financière	Bilingue
	La Banque de développement du Canada (BDC)	Fédéral	Aide financière et technique	Bilingue
	Fednor	Fédéral	Aide financière, aide-conseil, aide technique, formation	Bilingue
	Association des Sociétés d'aide au développement des collectivités de l'Ontario (ASADCO)	Fédéral/provincial	Aide-conseil et aide technique (portail vers SADC)	Bilingue
	Le Réseau de développement économique communautaire (DÉC) d'Ottawa	Association	Aide technique	Bilingue
Provinces	Nom organisme	Catégorie d'organisme	Type d'aide aux entrepreneurs ou futurs entrepreneurs	Langue de service
Ontario (suite)	L'Institut Valor	Corporation	Formation et aide conseil	Bilingue
	Le Centre de recherche et d'innovation d'Ottawa (OCRI)	Provincial	Aide-conseil	Bilingue
	Le Centre d'intégration, de formation et de développement économique	Association	Aide-conseil et aide technique (Incubateur d'entreprises) Formation	Bilingue
	Le Regroupement des gens d'affaires (RGA)	Association	Aide-conseil	Bilingue

	L'Association canadienne des conseillers en management	Association	Aide-conseil formation	Anglais
	L'Association nationale de développement économique	Association	Formation (et bourses d'études)	Bilingue
	L'Association canadienne de développement international (ACDI Inc.)	Association	Aide-conseil et technique	Bilingue
	Banque de développement du Canada (BDC)	Fédéral	Aide financière	Bilingue
	Le Secrétariat aux coopératives	Fédéral	Aide technique	Bilingue
	Club 2000 Niagara	Provincial	Aide-conseil	Français
	Club Jeunes entrepreneurs	Provincial	Formation	Français
	Conseil de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre de Niagara	Provincial	Formation	Bilingue
	Niagara Economic Development Corporation	Provincial	Aide-conseil, aide technique et financière	Anglais
	Chambre économique de l'Ontario	Association	Aide-conseil	Français
	North Simcoe Business Development Centre	Association	Aide-conseil, aide technique, formation	Bilingue

Provinces	Nom organisme	Catégorie d'organisme	Type d'aide aux entrepreneurs ou futurs entrepreneurs	Langue de service
Ontario (suite)	La Corporation de développement économique régionale Nord-Aski	Association (appuyée par Fednor)	Aide financière, aide-conseil	Bilingue
	Le Centre de développement (Venture Centre)	Association (appuyée par Fednor)	Aide financière, aide-conseil	Bilingue
	Chambre de commerce de Hearst	Association	Aide technique, aide-conseil	Bilingue
	Timmins Chamber of Commerce	Association	Aide-conseil, aide technique	Anglais
	Timmins Economic Development Corporation	Association	Aide-conseil, aide technique	Bilingue
	Sault Sainte-Marie Innovation Centre	Association	Aide technique et financière	Anglais sauf pour tourisme (bilingue)
	Sault Sainte-Marie Chamber of Commerce	Association	Aide-conseil	Anglais
	Community Development Corporation of Sault Sainte-Marie and area	Association	Aide-conseil et aide technique	Anglais
	Ontario Tourism Marketing Partnership Corporation (COTMPC)	Provincial	Aide-conseil et aide technique	Bilingue

OUEST

Provinces	Nom organisme	Catégorie d'organisme	Type d'aide aux entrepreneurs ou futurs entrepreneurs	Langue de service
Manitoba	Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface	Association	Aide-conseil, aide technique et matérielle	Français
	Centre d'entreprise des femmes	Association	Aide-conseil, aide technique, formation, aide financière	Anglais
Provinces	Nom organisme	Catégorie d'organisme	Type d'aide aux entrepreneurs ou futurs entrepreneurs	Langue de service
	Conseil de développement économique des municipalités bilingues (CDEM)	Association	Aide-conseil, aide technique, matérielle, financière, formation	Bilingue
	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	Fédéral	Aide-conseil et aide technique (réseautage)	Bilingue
	Entreprises Riel	Association	Aide-conseil	Bilingue
	La Caisse	Association	Aide financière et matérielle	Bilingue
Saskatchewan	Conseil de la Coopération de la Saskatchewan (CCS)	Association	Aide-conseil	Bilingue
	Newsask Community Futures Development Corporation	Association (appuyée par DEO)	Aide-conseil, financière, matérielle, formation	Anglais
	Women Entrepreneurs of Saskatchewan Inc.	Association	Aide-conseil, formation	Anglais
	Ventures Community Futures Development Corporation	Association (DEO)	Aide-conseil, aide technique, formation	Anglais
	Regional Economic Development Authorities (REDAs)	Provincial	Aide-conseil	Anglais
Alberta	Chambre de commerce d'Edmonton	Association	Aide-conseil, aide technique	Anglais
	Chambre économique de l'Alberta	Association	Aide-conseil, aide technique et matérielle	bilingue
	Liaison Entreprise	Fédéral/provincial	Aide-conseil	Bilingue
	DEO	Fédéral	Aide-conseil et aide	Bilingue

			technique (réseautage)	
	BDC	Fédéral	Aide financière	Bilingue
CB	Société de développement de la Colombie-Britannique	Association (appuyée par DEO)	Aide-conseil et aide technique	Bilingue
	Petite Entreprise Colombie-Britannique	Appuyée par DEO et Entreprise Canada	Aide-conseil, aide technique, formation	Bilingue
	DEO	Fédéral	Aide-conseil et aide technique (réseautage)	Bilingue

TERRITOIRES

Provinces	Nom organisme	Catégorie d'organisme	Type d'aide aux entrepreneurs ou futurs entrepreneurs	Langue de service
Yukon	Chambre de commerce de Whitehorse	Association	Aide-conseil	Anglais
	Chambre de commerce du Yukon	Association	Aide-conseil	Anglais
	Centre de services aux entreprises Canada-Yukon	Fédéral/provincial	Aide-conseil, aide technique, formation	Bilingue
	RDÉE-Yukon	Fédéral/provincial	Aide-conseil et aide technique	Français
TNO	Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDETNO)	Fédéral/territorial	Aide-conseil	Bilingue
	Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest	Association	Aide financière	Pas mentionnée
Nunavut	Chambre de commerce d'Iqaluit	Association	Aide-conseil	Anglais
	Chambre de commerce de Baffin	Association	Aide-conseil	Anglais
	Défi Nunavut	Appuyé par RDÉE et Codeco	Aide-conseil, aide technique, matérielle, financière, formation	Français
	RDÉE Nunavut	Fédéral/provincial	Aide-conseil, aide matérielle	Français
	Nunavut Economic Development Association	Association	Aide-conseil, aide matérielle, formation	Anglais Inuktitut

Tableau des ressources en formation, par bloc régional

	Collégial	Universitaire	Écoles privées (privées)	Formation continue (aux adultes)
Atlantique	Collèges communautaires (N.-B.) Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard	Université de Moncton Université Sainte-Anne Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard	Formation navigation (Î.-P.-É.)	Université de Moncton Étudiants bien branchés (TIC-N-E) Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard Centre Jodrey (Université Sainte-Anne)
Ontario	Cité collégiale Collège Alfred (Université de Guelph)	Université d'Ottawa Université Laurentienne Université de Hearst		ACTU (transport) CCEA (aérospatiale-transport aérien) Écoles de langue TFO et CEI
Ouest		Faculté St-Jean Collège universitaire St-Boniface	École virtuelle (TIC) (ALB)	Éducacentre (C.-B.)
Territoires				Association des francophones du Nunavut (cours de langue) Service d'Orientation de Formation des Adultes (SOFA-Yukon)

Légende des acronymes utilisés dans les graphiques

PR	Matières premières
SP	Services publics
CN	Construction
MF	Manufacturier
CG	Commerce de gros
CD	Commerce au détail
TC	Transport et entreposage
FI	Finances, assurances et immobilier
SC	Services commerciaux
NC	Services non commerciaux
GV	Administrations publiques